

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 225**3 mai 1996****SOMMAIRE**

A la Carte, S.à r.l., Bertrange	page 10799	SGM Finance Holding S.A., Luxembourg	10786
Alib S.A., Grevenmacher	10753	Silux, S.à r.l., Livange	10784
BCCI Holdings (Luxembourg) S.A.	10782	Société Dijonnaise de Participation S.A., Luxembg	10786
(Le) Bourdonnais Immobilier S.A., Luxembourg ..	10754	Soparvest S.A., Luxembourg	10786
Colbert Dollar Bond, Sicav, Luxembourg	10762	Spinne Investments S.A., Luxembourg	10787
Credis Equity Fund	10776	Stern Finance S.A., Luxembourg	10787
Credis Money Market Fund SFr	10782	Stonefield S.A., Luxembourg	10787
Espace S.A., Luxembourg	10756	SVB Short-Term Fund	10776
Fondation Greenpeace Luxembourg, A.s.b.l., Esch-sur-Alzette	10795	Sycomore Investments S.A., Luxembourg	10788
Fondation Luxembourgeoise contre le Cancer, A.s.b.l.	10789	Teb Holding S.A., Wasserbillig	10788
Haynes Investments Luxembourg S.A., Luxembg	10760	Tecnovert S.A., Luxembourg	10788
Kleinwort Benson Select Fund, Sicav, Luxbg	10776, 10781	Temenos Systems Luxembourg S.A., Luxembourg	10788
Mérite Jeunesse Benelux, Luxembourg, Etablissement d'utilité publique, Luxembourg	10794	Thyssen Mining International S.A., Luxembourg ..	10789
Optimax Group Holdings S.A., Luxembourg	10783	Tined Holding S.A., Luxembourg	10789
Ositech S.A., Luxembourg	10783	Together S.A.	10783
Parnuk S.A.H., Luxembourg	10798	Tolux S.A., Luxembourg	10785
PHAL, Paint Horses Association Luxembourg, A.s.b.l., Heffingen	10791	Tower Holdings S.A., Luxembourg	10789
Philtech S.A., Luxembourg	10783	Trelux Capital Investissements S.A., Luxembourg	10791
P&V, P&V Assurances, Luxembourg	10784	Trief Corporation S.A., Luxembourg	10787
Rumau S.A., Luxembourg	10781	Turbofin S.A.	10800
Sacilux S.A., Luxembourg	10785	Vialal International S.A., Luxembourg	10793
Salamis S.A., Luxembourg	10785	Vigilance S.A., Luxembourg-Strassen	10790, 10791
Sanger S.A., Luxembourg	10782	Wabi Holding S.A., Wasserbillig	10791
SBIC Investments S.A., Luxembourg	10784	Walser Rent DM, Fonds Commun de Placement	10763
SBIC Overseas Holdings S.A., Luxembourg	10786	Walser Rent Global, Fonds Commun de Placement	10769
Sferben S.A., Luxembourg	10782	Weiland-Bau, S.à r.l., Mersch	10792, 10793
		Weldan S.A., Luxembourg	10793
		Williamson Investment S.A., Luxembourg	10792

ALIB S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6735 Grevenmacher.
R. C. Luxembourg B 48.297.

Les comptes annuels au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 26 février 1996, vol. 476, fol. 86, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
(08218/680/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 1996.

LE BOURDONNAIS IMMOBILIER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le quinze février.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) La société INTERCORP S.A., établie et ayant son siège social à Luxembourg, 23, rue Beaumont, ici représentée par sa gérante, Madame Gerty Thomé-Marter, demeurant à Kayl (Luxembourg).

2) Mademoiselle Dany Manderscheid, employée privée, demeurant à Howald (Luxembourg);

Lesquelles comparantes par leurs mandataires ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparantes et toutes celles qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: LE BOURDONNAIS IMMOBILIER S.A.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feront obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seront imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des associés et des obligataires.

La Société peut, par décision du conseil d'administration, créer, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, succursales, agences et bureaux.

Art. 4. La Société a pour objet la prise en propriété d'un ou de plusieurs biens immobiliers, l'utilisation de ceux-ci pour les besoins propres de la Société ou de leur location à des tiers, et ce tant au Grand-Duché de Luxembourg que dans les autres pays de la Communauté Européenne.

La Société a en outre pour objet toutes opérations de nature commerciale ou financière, l'achat et la vente de biens commercialisables, droits de franchiseur et de distributeur, à l'exclusion de tout commerce de détail.

La Société peut en outre déployer ses activités dans le domaine de la prestation de services de tous genres y compris la promotion de nouvelles entreprises ayant des objets similaires ou analogues et la prise de participations dans ces dernières.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à deux cent vingt mille francs français (FRF 220.000,-), représenté par deux cent vingt (220) actions d'une valeur nominale de mille francs français (FRF 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi. Le capital autorisé est fixé à dix millions de francs français (FRF 10.000.000,-) qui sera représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de mille francs français (FRF 1.000,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication des présents statuts, autorisé à augmenter en une fois ou par plusieurs tranches le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Les actions représentatives de ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises dans la forme et au prix, avec ou sans prime d'émission, et libérées en espèces ou par apports en nature ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est autorisé à fixer toutes autres modalités et déterminer toutes autres conditions des émissions.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription.

Le conseil d'administration peut déléguer tout mandataire pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de ces augmentations de capital et pour comparaître par-devant notaire pour faire acter l'augmentation de capital ainsi intervenue dans les formes de la loi.

Chaque fois que le conseil d'administration fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera considéré comme adapté à la modification intervenue.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil d'administration élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président. Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs. Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé un procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 10. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Art. 12. Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 13. Le conseil d'administration peut subordonner l'admission des propriétaires d'actions au porteur au dépôt préalable de leurs actions; mais au maximum cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 15. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 1996. La première assemblée générale annuelle se réunira en 1997.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) INTERCORP S.A., préqualifiée, deux cent dix-neuf actions	219 actions
2) Dany Manderscheid, préqualifiée, une action	1 action
Total: deux cent vingt actions	220 actions

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent vingt mille francs français (FRF 220.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation

Pour les besoins de l'Enregistrement, le capital est évalué à un million trois cent quinze mille six cents (1.315.600,-) francs.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ cinquante-cinq mille (55.000,-) francs.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes ès qualités qu'elles agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et, à l'unanimité, elles ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Nico Schaeffer, docteur en droit, demeurant à Luxembourg;
- Madame Gerty Thomé-Marter, gérante de société, demeurant à Kayl;
- Mademoiselle Dany Manderscheid, employée privée, demeurant à Howald.

Deuxième résolution

Est nommée commissaire aux comptes:

- Madame Anita Mertens-Schröder, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2001.

Quatrième résolution

Le siège de la Société est établi à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. Thomé-Marter, D. Manderscheid, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 89S, fol. 46, case 1. – Reçu 13.131 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

A. Schwachtgen.

(08003/230/175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

ESPACE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le premier février.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1. Madame Laure Besancon, Médecin-Dermatologue, demeurant 71, boulevard Arago, F-75013 Paris,

ici représentée par Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant à Strassen,

en vertu d'une procuration donnée à Paris, le 25 janvier 1996;

2. Monsieur Reno Tonelli, demeurant au 20, rue des Muguets, L-8035 Strassen.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de ESPACE S.A.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg-Ville. Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation de contrat, au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, il pourra être transféré à l'intérieur de la commune du siège social par simple décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appar- tiendra, aussi bien au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société, qui, suivant les circonstances, est le mieux placé pour y procéder.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société n'aura directement aucune activité industrielle et ne maintiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine. Elle pourra participer à la création, au développement, à la formation et au contrôle de toute entreprise et acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, avec ou sans garantie, et en toutes monnaies par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent, en restant dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à sept millions cinq cent mille francs français (7.500.000,- FRF), représenté par soixante-quinze mille (75.000) actions d'une valeur nominale de cent francs français (100,- FRF) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les limites prévues par la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article trente-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire, ou un débiteur et un créancier gagiste.

Emprunts obligataires

Art. 8. Le conseil d'administration peut décider l'émission d'emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission et de remboursement, et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - surveillance

Art. 9. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant pas dépasser six années et en tout temps, révocables par elle.

Au cas où aucune durée n'est indiquée dans la résolution des nominations, les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restant peuvent pourvoir au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui y pourvoira de façon définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés, ainsi que dans tous les cas où les dates des réunions ont été fixées préalablement en conseil.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqués dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou télex.

Un administrateur ayant des intérêts opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Art. 11. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront remis dans un dossier spécial et signés par un administrateur au moins.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par un administrateur.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des actionnaires, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs de ses membres, qui porteront le titre d'administrateurs-délégués.

Art. 14. Le conseil d'administration pourra instituer un comité exécutif, composé de membres du conseil d'administration et fixer le nombre de ses membres. Le comité exécutif pourra avoir tels pouvoirs et autorité d'agir au nom du conseil d'administration que ce dernier aura déterminé par résolution préalable. A moins que le conseil d'administration n'en dispose autrement, le comité exécutif établira sa propre procédure pour la convocation et la tenue de ses réunions.

Le conseil d'administration fixera, s'il y a lieu, la rémunération des membres du comité exécutif.

Art. 15. Le conseil d'administration représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits, pour ou contre la société, sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 16. Tous documents et toutes nominations de mandataires engageront valablement la société s'ils sont signés au nom de la société par la signature conjointe de trois (3) administrateurs, ou par un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration.

Art. 17. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 18. L'assemblée générale annuelle pourra, par simple décision, allouer aux administrateurs une rémunération appropriée pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Art. 19. L'assemblée générale légalement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions engagent les actionnaires absents, opposés ou qui se sont abstenus au vote.

Art. 20. Le conseil d'administration est autorisé à requérir que pour être admis aux assemblées générales, tout actionnaire doit déposer ses actions au porteur respectivement ses certificats nominatifs au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le dernier mardi du mois d'avril de chaque année à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.

Art. 22. L'assemblée générale entendra le rapport de gestion du conseil d'administration et du commissaire, votera sur l'approbation des comptes annuels et sur l'affectation des résultats, procédera aux nominations requises par les statuts, donnera décharge aux administrateurs et au commissaire et traitera des autres questions qui pourront lui être dévolues.

Toute action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra voter en personne ou par mandataire, qui ne sera pas nécessairement actionnaire.

Tout actionnaire aura le droit de demander un vote au scrutin secret.

Art. 23. L'assemblée générale délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions sous réserve des limites prévues par la loi.

Art. 24. Le conseil d'administration respectivement le commissaire sont en droit de convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires.

Ils sont obligés de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.

Tout avis contenant convocation à l'assemblée générale doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des mandats à employer et exiger qu'ils soient déposés dans le délai et au lieu qu'il indiquera.

Art. 25. Le président du conseil d'administration, ou en son absence, l'administrateur qui le remplace ou la personne désignée par l'assemblée, préside l'assemblée générale.

L'assemblée choisira parmi les assistants le secrétaire et un ou deux scrutateurs.

Art. 26. Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par les membres du bureau et par tout actionnaire qui le demande.

Toutefois, au cas où les délibérations de l'assemblée doivent être conformes, les copies et les extraits, qui en seront délivrés pour être produits en justice ou ailleurs, doivent être signés par un administrateur.

Année Sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 27. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 28. Chaque année à la clôture de l'exercice social, le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes requises par la loi.

Au plus tard un mois avant l'assemblée générale annuelle, l'administration soumettra le bilan de la société et le compte de pertes et profits en même temps que son rapport, ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, au commissaire qui, sur ce, établira son rapport.

Une quinzaine avant l'assemblée générale annuelle, le bilan, le compte de pertes et profits, le rapport de gestion, le rapport du commissaire ainsi que tous autres documents qui pourront être requis par la loi, seront déposés au siège social de la société, où les actionnaires pourront en prendre connaissance durant les heures de bureau normales.

Art. 29. L'excédent créditeur du compte de pertes et profits, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions pour engagements passés ou futurs, déterminé par le conseil d'administration, constituera le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital souscrit.

Le solde restant du bénéfice net sera à la disposition de l'assemblée générale.

Les dividendes, s'il y a lieu à leur distribution, seront distribués à l'époque et au lieu fixés par le conseil d'administration, endéans les limites fixées par l'assemblée générale.

En respectant les prescriptions légales, des acomptes sur dividendes peuvent être autorisés par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider d'affecter des profits et des réserves distribuables au remboursement du capital sans réduire le capital social.

Dissolution - Liquidation

Art. 30. Elle pourra être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires décidant à la même majorité que celle prévue pour les modifications de statuts.

Art. 31. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Sur l'actif net provenant de la liquidation après apurement du passif, il sera prélevé la somme nécessaire pour rembourser le montant libéré des actions; quant au solde, il sera réparti également entre toutes les actions.

Disposition générale

Art. 32. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

L'assemblée générale annuelle se réunira à Luxembourg, le dernier mardi du mois d'avril à 16.00 heures et pour la première fois en 1997.

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 1996.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent souscrire toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, comme suit:

1. Madame Laure Besancon, préqualifiée, soixante-quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit actions . . .	74.998
2. Monsieur Reno Tonelli, préqualifié, deux actions	2
Total des actions: soixante-quinze mille actions	75.000

Toutes ces actions ont été libérées intégralement par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept millions cinq cent mille francs français se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à 550.000,- LUF.

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à 44.925.000,- LUF.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

- Madame Laure Besancon, Médecin-Dermatologue, demeurant 71, boulevard Arago, F-75013 Paris, Présidente,

- Monsieur Reno Tonelli, employé privé, demeurant au 20, rue des Muguets, L-8035 Strassen, Administrateur,

- Monsieur Ferdy Wouters, employé privé, demeurant 1, cité Thiergart, L-9807 Hosingen, Administrateur.

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: ABAX, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg.

4. Le siège de la société est fixé au 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

5. La durée du mandat des administrateurs est fixée à trois ans et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 1999; le mandat est gratuit pendant ce terme.

6. La durée du mandat du commissaire aux comptes est fixée à un an et prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 1997.

7. L'assemblée autorise le conseil d'administration à déléguer les pouvoirs de la gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Tonelli, J. Delvaux.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 2 février 1996, vol. 822, fol. 34, case 4. – Reçu 449.250 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 23 février 1996.

J. Delvaux.

(08000/208/268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

HAYNES INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 414, route de Longwy.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le quinze février.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Differdange.

Ont comparu:

1. - HAYNES INVESTMENTS LIMITED, société de droit anglais, ayant son siège social à Douglas, Isle of Man, ici représentée par son administrateur, Monsieur Eric Ophalvens, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Belgique, qui a les pouvoirs pour engager la société sous sa signature individuelle;

2. - CREST SECURITIES LIMITED, société de droit anglais, ayant son siège social à GB-Sheffield, ici représentée par son secrétaire, Monsieur Christopher Sykes, expert-comptable, demeurant à Luxembourg, qui a les pouvoirs pour engager la société sous sa signature individuelle.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de HAYNES INVESTMENTS LUXEMBOURG S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet le commerce en gros et en détail d'articles HI-FI, électro-ménager et alimentaires, ainsi que l'augmentation du pouvoir d'achat de ses membres adhérents et des membres adhérents de tout groupement ou centrale d'achat en Europe par tous moyens jugés bons par elle.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), représenté par deux cent cinquante (250) actions d'une valeur nominale de cinq mille francs luxembourgeois (LUF 5.000,-) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, aux choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi. Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une fois ou par tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts. La constatation d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'assemblée générale au conseil d'administration.

L'assemblée générale appelée à délibérer, soit sur l'augmentation de capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32-1 nouveau de la loi sur les sociétés commerciales, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants ou autoriser le conseil à le faire sous les conditions définies à l'article 32-3 (5) deuxième alinéa de la même loi.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée.

Art. 7. La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de chaque administrateur jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 250.000,-) ou contre-valeur soit par la signature collective de deux de ses administrateurs pour tout montant supérieur à deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 250.000,-) ou contre-valeur. La signature d'un seul administrateur sera suffisante pour représenter la société valablement dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 8. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par tous action ou procès par lesquels il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la société, sauf le cas où dans pareils actions ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommé(s) pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 30 septembre à 15.00 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la société a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 15. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. - Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

2. - La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. - HAYNES INVESTMENT LIMITED, prénommée	249
2. - CREST SECURITIES LIMITED, prénommée	1
Total: deux cent cinquante actions	250

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt-dix mille francs luxembourgeois (LUF 90.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a. Madame Virginie Elias, employée privée, demeurant à Charleroi, Belgique;

b. Monsieur Jean De Cock, commerçant, demeurant à Luxembourg,

c. Monsieur Eric Ophalvens, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Belgique.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

– FIDUCIAIRE MYSON, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 1, rue Glesener.

4) Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2001.

5) Le siège social de la société est fixé à Luxembourg, 414, route de Longwy.

Dont acte, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Sykes, E. Ophalvens, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 20 février 1996, vol. 821, fol. 27, case 4. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Differdange, le 22 février 1996.

A. Biel.

(08001/203/148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

COLBERT DOLLAR BOND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 1A, rue Thomas Edison.

R. C. Luxembourg B 27.257

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 26 février 1996, vol. 476, fol. 89, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 1996.

Signature.

(08033/032/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

WALSER RENT DM, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Art. 1. Der Fonds. Der WALSER RENT DM (hiernach «Fonds» genannt) wurde nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als Investmentfonds (fonds commun de placement) errichtet. Es handelt sich um ein Sondervermögen aller Anteilsinhaber, bestehend aus Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilsinhaber (im folgenden «Anteilsinhaber» genannt) durch die TRINKAUS LUXEMBOURG INVESTMENT MANAGERS S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg-Stadt (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) verwaltet wird.

Die Fondsanteile (im folgenden «Anteile» genannt) werden in Form von Inhaberkonten (im folgenden «Anteilskonten» genannt) ausgegeben.

Das Vermögen des Fonds, das von einer Depotbank (im folgenden «Depotbank» genannt) verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

Zur Depotbank ist die TRINKAUS & BURKHARDT (INTERNATIONAL) S.A., Luxemburg, bestellt.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilsinhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Dessen erstmals gültige Fassung sowie jegliche Änderungen davon sind im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht, sowie beim Bezirksgericht von und in Luxemburg hinterlegt.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilsinhaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. Der Fonds wird - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilsinhaber, verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschließlich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Annahme von Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 des Verwaltungsreglements fest. Dabei kann sie sich der Anlageempfehlungen eines Anlageberaters bedienen. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder sonstige Personen mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds eine Vergütung von max. 0,65 % p.a. zu erhalten, die monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen eines jeden Monats zu berechnen und auszu zahlen ist. Mögliche Honorare für einen Anlageberater gehen zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft.

Art. 3. Die Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft hat der Depotbank die Verwahrung des Fondsvermögens übertragen. Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb von zwei Monaten eine neue Depotbank ernennen, die die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilsinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement vollumfänglich nachkommen.

Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilsinhaber des Fonds in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelbanken mit der Verwahrung von Wertpapieren des Fonds beauftragen.

Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft – vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit diesem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz –:

- Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte, Zinsterminkontrakte, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den Fonds erworben worden sind;
- Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte sowie sonstige zulässige Vermögenswerte, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern;
- den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteilskonten auszahlen;
- jedwede Ausschüttungen gemäß Artikel 13 des Verwaltungsreglements auszahlen.

Die Depotbank überwacht die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen sowie sämtlicher Vorschriften des Verwaltungsreglements. Sie wird insbesondere bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen, Zinsterminkontrakten sowie bezüglich Kurssicherungsgeschäften mittels Zinsterminkontrakten die Einhaltung der Bestimmungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements überwachen.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, daß:

- alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und eventueller Steuern und Abgaben;

- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung (d.h. der Umtausch) der Anteile für Rechnung des Fonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß erfolgt;
- bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;
- die Erträge des Fondsvermögens den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß verwendet werden;
- die Berechnung des Inventarwertes und des Wertes der Anteile gemäß den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;
- börsennotierte Wertpapiere, Zinsterminkontrakte, Optionen, Bezugs- und Zuteilungsrechte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden sowie nicht an einer Börse notierte Wertpapiere und Optionen zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Mißverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht.

Die Depotbank wird den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, es sei denn, daß sie gegen die gesetzlichen Vorschriften oder die Vertragsbestimmungen verstoßen.

Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 11 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die Depotbank hat gegen das Fondsvermögen Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare, welche folgende Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

- eine Vergütung für die Wahrnehmung der Depotbankaufgaben und die Verwahrung des Fondsvermögens in Höhe von 0,10 % p.a., die monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen eines jeden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist;
- eine Bearbeitungsgebühr von 0,125 % des Betrages jeder Wertpapiertransaktion für Rechnung des Fonds, soweit ihr dafür nicht höhere bankübliche Gebühren zustehen;
- bei Abschlüssen in Optionen und Zinsterminkontrakten stellt die Depotbank dem Fonds als eigene Provision den gleichen Betrag in Rechnung, der ihr selbst belastet wird.

Darüber hinaus hat die Depotbank Anspruch auf Ersatz der von ihr verauslagten Fremdspesen und darf für außergewöhnliche Dienstleistungen, die bei normalem Geschäftsablauf nicht auftreten, eine Bearbeitungsgebühr in Rechnung stellen.

Art. 4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. A. Die Verwaltungsgesellschaft strebt an, für den Fonds solche Vermögenswerte zu erwerben, die Ertrag und/oder Wachstum erwarten lassen mit dem Ziel, einen angemessene, stetige Rendite zu erwirtschaften.

Das Fondsvermögen wird vorwiegend in auf DEM lautende Schuldverschreibungen angelegt. Dabei kann es sich um fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere inkl. Nullkuponanleihen handeln.

Vorbehaltlich der weiter unten angeführten Anlagegrenzen müssen dieselben:

1. an einer Wertpapierbörse eines Mitgliedstaates der EU (Europäischen Union) amtlich notiert werden;
2. an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der EU, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
3. an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

Mit Drittstaat ist dabei jeder Staat gemeint, der nicht der Europäischen Union angehört.

4. Soweit es sich um Wertpapiere aus Neuemissionen handelt, müssen die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten:

- daß die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und zwar an den Börsen oder geregelten Märkten eines Mitgliedstaates der EU oder eines Drittstaates,
- und daß die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Für den Fonds dürfen daneben flüssige Mittel gehalten werden.

B. Unter Beachtung der nachfolgenden Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen. Kurssicherungsgeschäfte in Devisen dürfen jeweils nur mit dem Ziel der Absicherung und bis zur Höhe der vom Fonds in den entsprechenden Währungen gehaltenen Vermögenswerte vorgenommen werden. Die Laufzeit der Kurssicherungsgeschäfte darf die Fälligkeit der zugrundeliegenden Vermögenswerte nicht überschreiten.

Es dürfen für den Fonds als Pensionsnehmer Pensionsgeschäfte über Wertpapiere mit erstklassigen Pensionsgebern abgeschlossen werden, wenn sich diese schriftlich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichten. Der Anteil dieser Pensionsgeschäfte darf mit dem einzelnen Pensionsgeber 5 % und insgesamt 25 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten. Die maximale Laufzeit des einzelnen Pensionsgeschäftes darf dabei sechs Monate nicht überschreiten.

C. Der Verwaltungsgesellschaft ist es nicht gestattet, für den Fonds:

1. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in anderen als in den unter Absatz A genannten Wertpapieren anzulegen;

2. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten anzulegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 8 des Verwaltungsreglements vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann.

In den in Ziffern 1 und 2 genannten Werten dürfen zusammen jedoch höchstens 10 % des Netto-Fondsvermögens angelegt werden;

3. Edelmetalle oder Zertifikate über diese zu erwerben;

4. a) mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren ein und desselben Emittenten anzulegen, mit der Maßgabe, daß der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 40 % des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen darf.

b) Die vorerwähnte Grenze von 10 % kann auf höchstens 35 % angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden.

c) In Abweichung von der Bestimmung unter Ziffer 4 a) kann die genannte Grenze von 10 % höchstens 25 % betragen für verschiedene Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten ausgegeben sind, welche ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der EU haben und dort gemäß Gesetz einer speziellen Aufsicht unterliegen, die den Schutz der Inhaber dieser Papiere bezweckt. In solchen Fällen gilt die Bestimmung von Artikel 42 (3) des Luxemburger Gesetzes vom 30. Mai 1988 über die Organismen für gemeinsame Anlagen (loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif). Werden mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens in derartigen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten angelegt, so darf der Gesamtwert desselben 80 % des Wertes der Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

d) Die in den Unterabsätzen b) und c) genannten Wertpapiere bleiben für die Anwendung der in Ziffer 4 a) vorgesehenen 40 %-Grenze außer Betracht.

e) Ferner können die in den Unterabsätzen a), b) und c) festgelegten Grenzen nicht addiert werden, so daß Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten, welche gemäß diesen Bestimmungen vorgenommen wurden, in keinem Fall zusammen 35 % des Netto-Fondsvermögens übersteigen dürfen.

f) Unbeschadet der vorerwähnten Anlagegrenzen der Ziffer 4 Unterabsätze a) bis e) kann die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt werden, unter Beachtung der Grundsätze der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von der Bundesrepublik Deutschland einschließlich ihrer Sondervermögen oder den deutschen Bundesländern begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Während eines Zeitraums von sechs Monaten nach seiner Zulassung kann der Fonds von den unter Absatz C Ziffer 4 aufgeführten Beschränkungen abweichen.

Werden die in Vorstehendem genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel, die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber anzustreben;

5. a) mehr als 10% der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten zu erwerben.

Diese Grenze braucht beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen läßt. Ferner ist diese Grenze unter Beachtung der Risikoverteilung nicht einzuhalten in Bezug auf:

- Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder dessen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;

- von einem Drittstaat begebene oder garantierte Wertpapiere;

- Wertpapiere, die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören.

b) Anlagen in Anteilen eines anderen Investmentfonds dürfen 10 % der ausstehenden Anteile dieses Fonds nicht überschreiten.

6. Kredite aufzunehmen, es sei denn in besonderen Fällen für kurze Zeit, bis zur Höhe von 10 % des Netto-Fondsvermögens;

7. Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen. Nicht voll eingezahlte Wertpapiere dürfen nur insoweit erworben werden, als der Gesamtbetrag der ausstehenden Einlagen 5 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Falls der Fonds nicht voll eingezahlte Wertpapiere besitzt, muß eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung geschaffen werden, die in die Anlagebeschränkungen gemäß Ziffer 6 miteinzubeziehen ist;

8. Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten. Usancegemäße Einschüsse bei Optionen und börsennotierten Terminkontrakten bleiben hiervon unberührt;

9. Wertpapiere zu erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

10. in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

11. mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) im Sinne der Richtlinie des Rates vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) zu investieren.

Darunter fallen auch Anteile anderer OGAW, die von der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, sofern derartige OGAW auf einen bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert sind.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen dieser Möglichkeit für den Fonds Anteile anderer OGAW erwirbt, die von ihr selbst oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, wird sie von der Berechnung einer Verwaltungsvergütung sowie einer Ausgabe- und Rücknahmegebühr auf den ausmachenden Betrag dieser Anlage absehen. Sind Anlagen in anderen derartigen OGAW für den Fonds getätigt worden, so wird die Verwaltungsgesellschaft in dem nächsten zu veröffentlichenden Rechenschaftsbericht des Fonds auf Art und Umfang der getätigten Anlagen genau eingehen;

12. Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen;

13. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt Kauf- und Verkaufs-Optionen auf Wertpapiere/-Vermögenswerte zu kaufen, deren Prämien addiert 15 % des Netto-Fondsvermögens überschreiten.

Zum Zeitpunkt des Verkaufes einer Kauf-Option und während der gesamten Laufzeit des Optionsgeschäftes können die der Kauf-Option zugrundeliegenden Titel nicht veräußert werden, es sei denn, daß diese durch entgegengesetzte Optionen oder andere diesem Zweck dienende Instrumente, wie z.B. Optionsscheine, gedeckt sind;

14. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt Optionen auf Wertpapiere oder Zinsterminkontrakte verkaufen, deren Volumen bewertet zum Ausübungspreis 25 % des Nettovermögenswertes des Fonds übersteigt, sofern diese Transaktionen nicht der Absicherung von Wertpapierbeständen dienen. Werden Verkaufs-Optionen auf Wertpapiere oder Zinsterminkontrakte verkauft, muß der Fonds während der Laufzeit des Optionsvertrages über entsprechende liquide Mittel verfügen, um die Werte zu bezahlen, die im Falle der Optionsausübung durch die Gegenpartei geliefert werden;

15. Wertpapiere fest zu übernehmen («underwriting»).

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Einvernehmen mit der Depotbank die Anlagebeschränkungen und andere Teile des Verwaltungsreglements ändern, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen. Jede natürliche oder juristische Person kann, vorbehaltlich von Artikel 6 des Verwaltungsreglements, durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile erwerben.

Alle ausgegebenen Anteile haben gleiche Rechte.

Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und durch Übergabe von Anteilzertifikaten gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen.

Zeichnungsanträge, die bis 11.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des an diesem Bewertungstag festgesetzten Inventarwertes abgerechnet.

Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 3 %; er ist zahlbar innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag.

Der Ausgabepreis erhöht sich um Stempelgebühren oder andere Belastungen, die in verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschließen, falls eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilsinhaber oder des Fonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilsinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen werden von der Depotbank unverzüglich zinslos zurückgezahlt.

Art. 7. Anteilzertifikate. Die Verwaltungsgesellschaft gibt Anteilzertifikate, die auf den Inhaber lauten, mit den zugehörigen Ertragsscheinen in einer von ihr bestimmten Stückelung aus. Jedes Anteilzertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Interesse der Anteilsinhaber die Anteilzertifikate aufteilen oder zu größeren Stückelungen zusammenfassen.

Art. 8. Berechnung des Inventarwertes. Der Anteilwert (im folgenden «Inventarwert» genannt) lautet auf Deutsche Mark. Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder in Luxemburg von einem von ihr Beauftragten an jedem Bankarbeitstag, der sowohl in Luxemburg als auch in Frankfurt am Main ein Börsentag ist (im folgenden «Bewertungstag» genannt), errechnet.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag in Umlauf befindlichen Anteile. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere und Optionen darauf, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet;

b) Wertpapiere und Optionen darauf, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber aktiv an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere bzw. Optionen verkauft werden können;

c) Zinsterminkontrakte und Optionen darauf werden zum letzten verfügbaren Kurs der entsprechenden Börsen bewertet und die sich zu den Einstandswerten ergebenden, nicht realisierten Gewinne und Verluste als Forderungen oder Verbindlichkeiten betrachtet;

d) falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden die Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt;

e) werden Kauf-Optionen auf zugrundeliegende Vermögenswerte des Fondsvermögens verkauft, so werden bei Erreichen des Ausübungspreises diese Werte zum Ausübungspreis bewertet. Wird bei verkauften Verkaufs-Optionen der Ausübungspreis der zugrundeliegenden Wertpapiere/Zinsterminkontrakte unterschritten, dann muß eine ertragsmindernde Rückstellung gebildet werden in Höhe der Differenz zwischen Ausübungspreis und Marktwert der Wertpapiere bzw. Kontrakte;

f) hinzugerechnet werden die aufgelaufenen Stückzinsen bei verzinslichen Wertpapieren bzw. Geldmarktinstrumenten;

g) die flüssigen Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

Alle auf eine andere Währung als Deutsche Mark lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelskurs in Deutsche Mark umgerechnet.

Auf die ordentlichen Nettoerträge wird ein Ertragsausgleich gerechnet.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mußten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen. Die Anteilsinhaber sind berechtigt, jederzeit über eine der Zahlstellen, die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen.

Rücknahmeanträge, die bis 11.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Inventarwert dieses Bewertungstages abgerechnet.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von fünf Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag. Die Anteilzertifikate müssen vor Auszahlung des Rücknahmepreises zurückgegeben werden. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

In diesem Fall erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen des letzten Abschnitts von Artikel 8 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert. Der Rücknahmepreis wird in Deutsche Mark vergütet. Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, daß das Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel umfaßt, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilsinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertberechnung gemäß Artikel 10 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung prompt davon in Kenntnis gesetzt.

Die Depotbank ist nur soweit zur Zahlung verpflichtet, wenn keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Art. 10. Einstellung der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen:

a) während der Zeit, in welcher eine Wertpapierbörse oder ein anderer geregelter Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Wertpapierbörse bzw. diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Art. 11. Aufwendungen und Kosten des Fonds. Die nachstehend aufgeführten, im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds anfallenden Aufwendungen gehen zu Lasten des Fonds:

a) die Vergütung der Verwaltungsgesellschaft;

b) die Vergütung der Depotbank sowie deren Bearbeitungsgebühren und verauslagte Fremdspesen;

c) die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie sonstiger für den Anteilsinhaber wichtiger Informationen;

- d) die Druckkosten für die Anteilzertifikate;
 - e) die Kosten für die Einlösung der Ertragsscheine;
 - f) die Kosten für den Druck, die Veröffentlichung und den Versand der Berichte und Verkaufsprospekte einschließlich des Verwaltungsreglements;
 - g) die Prüfungskosten für den Fonds;
 - h) die Kosten für die Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilsinhaber handeln;
 - i) die Kosten einer etwaigen Börsennotierung oder -registrierung und/oder einer Vertriebszulassung im In- und Ausland;
 - j) alle Steuern und Abgaben, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
 - k) die Auslagen und mögliche Vergütungen für ausländische Repräsentanten;
 - l) eine einmalige Vergütung an die Verwaltungsgesellschaft für die Gründung des Fonds in Höhe von DM 15.000,-.
- Ausgenommen sind Kosten für Werbung und andere Unkosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten bzw. dem Verkauf der Anteile anfallen.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Die mit dem Erwerb oder der Veräußerung von Vermögenswerten verbundenen Kosten (Spesen für Transaktionen in Wertpapieren sowie sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds) werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. vom Verkaufserlös abgezogen.

Art. 12. Rechnungsjahr und Revision. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Juli, zum ersten Mal am 31. Juli 1997. Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft kontrolliert, die von der Verwaltungsgesellschaft zu ernennen ist.

Art. 13. Ausschüttungen. Unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen kann die Verwaltungsgesellschaft jedes Jahr den überwiegenden Teil der ordentlichen Nettoerträge des Fonds ausschütten und diese sobald als möglich nach Abschluß der Jahresrechnung des Fonds auszahlen.

Als ordentliche Nettoerträge des Fonds gelten vereinnahmte Zinsen, abzüglich der Aufwendungen und Kosten des Fonds gemäß Artikel 11 des Verwaltungsreglements, unter Ausschluß der realisierten Kapitalgewinne und Kapitalverluste, der nicht realisierten Wertsteigerungen und Wertminderungen sowie des Erlöses aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und aller sonstigen Einkünfte nicht wiederkehrender Art.

Unbeschadet der vorstehenden Regelung kann die Verwaltungsgesellschaft von Zeit zu Zeit die realisierten Kapitalgewinne abzüglich realisierter Kapitalverluste und ausgewiesener Wertminderungen, sofern diese nicht durch ausgewiesene Wertsteigerungen ausgeglichen sind, ganz oder teilweise in bar ausschütten.

Eine Ausschüttung erfolgt einheitlich auf alle die Anteile, die einen Tag vor Bekanntgabe des Ausschüttungsbetrages in Umlauf waren.

Ausschüttungsbeträge, die binnen fünf Jahren ab Datum der veröffentlichten Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht werden, verfallen und gehen an den Fonds zurück.

Art. 14. Änderungen des Verwaltungsreglements. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht. Sie treten am Tage ihrer Veröffentlichung im Mémorial in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog zu Artikel 15 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 15. Veröffentlichungen. Der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei allen Zahlstellen verfügbar und werden jeweils in einer Tageszeitung eines jeden Landes veröffentlicht, in dem die Anteile öffentlich vertrieben werden. Der Inventarwert kann am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei allen Zahlstellen angefragt werden.

Nach Abschluß jedes Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate gibt. Nach Ende der ersten Hälfte jedes Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres gibt.

Der Jahresbericht und alle Zwischenberichte des Fonds sind für die Anteilsinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 16. Dauer des Fonds und Auflösung. Der Fonds wird auf unbestimmte Zeit errichtet, er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden. Eine Auflösung erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird oder ein sonstiger Tatbestand eintritt, der eine gesetzliche Liquidation erforderlich macht. Sie wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und mindestens drei Tageszeitungen, welche eine angemessene Auflage erreichen, veröffentlicht. Eine dieser Tageszeitungen muß in Luxemburg erscheinen.

Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilsinhaber nach deren Anspruch verteilen.

Liquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilsinhabern eingezogen wurden, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgewandelt und von der Depotbank für Rechnung

der berechtigten Anteilshaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Weder die Anteilshaber noch deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können die vorzeitige Auflösung und Teilung des Fonds beantragen.

Art. 17. Verjährung. Forderungen der Anteilshaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; ausgenommen bleibt die in Artikel 16 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Recht des Großherzogtums Luxemburg.

Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilshabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ihren (Wohn-)Sitz haben, und Angelegenheiten betreffen, die sich auf Zeichnung und Rücknahme von Anteilen durch diese Anleger beziehen.

Die deutsche Fassung dieses Verwaltungsreglements ist verbindlich.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und für den Fonds Übersetzungen des Verwaltungsreglements in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen Anteile öffentlich vertrieben werden.

Erstellt in Luxemburg, 29. März 1996.

TRINKAUS LUXEMBOURG
INVESTMENT MANAGERS S.A.

TRINKAUS & BURKHARDT
(INTERNATIONAL) S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 29 mars 1996, vol. 477, fol. 102, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(11748/705/426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 1996.

WALSER RENT GLOBAL, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Art. 1. Der Fonds. Der WALSER RENT GLOBAL (hiernach «Fonds» genannt) wurde nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als Investmentfonds (fonds commun de placement) errichtet. Es handelt sich um ein Sondervermögen aller Anteilshaber, bestehend aus Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilshaber (im folgenden «Anteilshaber» genannt) durch die TRINKAUS LUXEMBOURG INVESTMENT MANAGERS S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Sitz in Luxemburg-Stadt (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) verwaltet wird.

Die Fondsanteile (im folgenden «Anteile» genannt) werden in Form von Inhaberkartons (im folgenden «Anteilskartons» genannt) ausgegeben.

Das Vermögen des Fonds, das von einer Depotbank (im folgenden «Depotbank» genannt) verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

Zur Depotbank ist die TRINKAUS & BURKHARDT (INTERNATIONAL) S.A., Luxemburg, bestellt.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilshaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Dessen erstmals gültige Fassung sowie jegliche Änderungen davon sind im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht, sowie beim Bezirksgericht von und in Luxemburg hinterlegt.

Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilshaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft. Der Fonds wird - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilshaber, verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschließlich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Annahme von Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 des Verwaltungsreglements fest. Dabei kann sie sich der Anlageempfehlungen eines Anlageberaters bedienen. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder sonstige Personen mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds eine Vergütung von max. 0,97 % p.a. zu erhalten, die monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen eines jeden Monats zu berechnen und auszu zahlen ist. Mögliche Honorare für einen Anlageberater gehen zu Lasten der Verwaltungsgesellschaft.

Art. 3. Die Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft hat der Depotbank die Verwahrung des Fondsvermögens übertragen. Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank die Pflichten und Funktionen als Depotbank

gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb von zwei Monaten eine neue Depotbank ernennen, die die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilsinhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement vollumfänglich nachkommen.

Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilsinhaber des Fonds in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelbanken mit der Verwahrung von Wertpapieren des Fonds beauftragen.

Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft – vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit diesem Verwaltungsreglement dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz –:

- Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäß Artikel 5 des Verwaltungsreglements übertragen;
- aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte, Zinsterminkontrakte, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den Fonds erworben worden sind;
- Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte sowie sonstige zulässige Vermögenswerte, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern;
- den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteilzertifikate auszahlen;
- jedwede Ausschüttungen gemäß Artikel 13 des Verwaltungsreglements auszahlen.

Die Depotbank überwacht die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen sowie sämtlicher Vorschriften des Verwaltungsreglements. Sie wird insbesondere bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen, Zinsterminkontrakten sowie bezüglich Kurssicherungsgeschäften die Einhaltung der Bestimmungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements überwachen.

Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, daß:

- alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und eventueller Steuern und Abgaben;
- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung (d.h. der Umtausch) der Anteile für Rechnung des Fonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß erfolgen;
- bei allen Geschäften, die sich auf das Fondsvermögen beziehen, der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen bei ihr eingeht;
- die Erträge des Fondsvermögens den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß verwendet werden;
- die Berechnung des Inventarwertes und des Wertes der Anteile gemäß den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;
- börsennotierte Wertpapiere, Zinsterminkontrakte, Optionen, Bezugs- und Zuteilungsrechte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden sowie nicht an einer Börse notierte Wertpapiere und Optionen zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Mißverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht.

Die Depotbank wird den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, es sei denn, daß sie gegen die gesetzlichen Vorschriften oder die Vertragsbestimmungen verstoßen.

Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 11 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt.

Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

- Ansprüche der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

Die Depotbank hat gegen das Fondsvermögen Anspruch auf die mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarten Honorare, welche folgende Höchstgrenzen nicht überschreiten dürfen:

- eine Vergütung für die Wahrnehmung der Depotbankaufgaben und die Verwahrung des Fondsvermögens in Höhe von 0,13 % p.a., die monatlich nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen eines jeden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.

Als Bearbeitungsgebühr wird die Bank dem Fonds folgende Sätze beim Kauf und Verkauf von Wertpapieren in Rechnung stellen:

- 0,20 % bei fest- und variabel verzinslichen ausländischen Wertpapieren auf den Nominalwert oder den möglicherweise höheren Kurswert;
- 0,125 % bei fest- und variabel verzinslichen, auf DEM lautenden, Wertpapieren auf den Nominalwert oder den möglicherweise höheren Kurswert;
- bei Abschlüssen in Optionen und Zinsterminkontrakten stellt die Depotbank dem Fonds als eigene Provision den gleichen Betrag in Rechnung, der ihr selbst belastet wird.

Darüber hinaus hat die Depotbank Anspruch auf Ersatz der von ihr verauslagten Fremdspesen und darf für außergewöhnliche Dienstleistungen, die bei normalem Geschäftsablauf nicht auftreten, eine Bearbeitungsgebühr in Rechnung stellen.

Art. 4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. A. Die Verwaltungsgesellschaft strebt an, für den Fonds solche Vermögenswerte zu erwerben, die Ertrag und/oder Wachstum erwarten lassen mit dem Ziel, einen angemessene, stetige Rendite zu erwirtschaften.

Das Fondsvermögen wird vorwiegend in Schuldverschreibungen angelegt. Dieselben lauten auf frei konvertierbare Währungen einschließlich ECU. Dabei kann es sich um fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere inkl. Nullkuponanleihen handeln.

Vorbehaltlich der weiter unten angeführten Anlagegrenzen müssen dieselben:

1. an einer Wertpapierbörse eines Mitgliedstaates der EU (Europäischen Union) amtlich notiert werden;
2. an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der EU, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
3. an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittstaates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

Mit Drittstaat ist dabei jeder Staat gemeint, der nicht der Europäischen Union angehört.

Voraussetzung für eine Anlage in diesen Staaten, bzw. in Wertpapieren dieser Staaten, ist jedoch eine uneingeschränkte Konvertierbarkeit der einheimischen Währungen dieser Länder zumindest für Gebietsfremde.

4. Soweit es sich um Wertpapiere aus Neuemissionen handelt, müssen die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten:

- daß die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und zwar an den Börsen oder geregelten Märkten eines Mitgliedstaates der EU oder eines Drittstaates,
- und daß die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Für den Fonds dürfen daneben flüssige Mittel gehalten werden.

B. Unter Beachtung der nachfolgenden Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft sich der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Kurssicherungsgeschäfte in Devisen dürfen jeweils nur mit dem Ziel der Absicherung und bis zur Höhe der vom Fonds in den entsprechenden Währungen gehaltenen Vermögenswerte vorgenommen werden. Die Laufzeit der Kurssicherungsgeschäfte darf die Fälligkeit der zugrundeliegenden Vermögenswerte nicht überschreiten.

Es dürfen für den Fonds als Pensionsnehmer Pensionsgeschäfte über Wertpapiere mit erstklassigen Pensionsgebern abgeschlossen werden, wenn sich diese schriftlich zur Rücknahme der Wertpapiere verpflichten. Der Anteil dieser Pensionsgeschäfte darf mit dem einzelnen Pensionsgeber 5 % und insgesamt 25 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten. Die maximale Laufzeit des einzelnen Pensionsgeschäftes darf dabei sechs Monate nicht überschreiten.

C. Der Verwaltungsgesellschaft ist es nicht gestattet, für den Fonds:

1. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in anderen als in den unter Absatz A genannten Wertpapieren anzulegen;
2. mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten anzulegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 8 des Verwaltungsreglements vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann.

In den in Ziffern 1 und 2 genannten Werten dürfen zusammen jedoch höchstens 10 % des Netto-Fondsvermögens angelegt werden;

3. Edelmetalle oder Zertifikate über diese zu erwerben;

4. a) mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren ein und desselben Emittenten anzulegen, mit der Maßgabe, daß der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens angelegt sind, 40 % des Wertes des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen darf.

b) Die vorerwähnte Grenze von 10 % kann auf höchstens 35 % angehoben werden, wenn die Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden.

c) In Abweichung von der Bestimmung unter Ziffer 4 a) kann die genannte Grenze von 10 % höchstens 25 % betragen für verschiedene Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten ausgegeben sind, welche ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der EU haben und dort gemäß Gesetz einer speziellen Aufsicht unterliegen, die den Schutz der Inhaber dieser Papiere bezweckt. In solchen Fällen gilt die Bestimmung von Artikel 42 (3) des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über die Organismen für gemeinsame Anlagen (loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif). Werden mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens in derartigen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten angelegt, so darf der Gesamtwert desselben 80 % des Wertes der Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

d) Die in den Unterabsätzen b) und c) genannten Wertpapiere bleiben für die Anwendung der in Ziffer 4 a) vorgesehenen 40 %-Grenze außer Betracht.

e) Ferner können die in den Unterabsätzen a), b) und c) festgelegten Grenzen nicht addiert werden, so daß Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten, welche gemäß diesen Bestimmungen vorgenommen wurden, in keinem Fall zusammen 35 % des Netto-Fondsvermögens übersteigen dürfen.

f) Unbeschadet der vorerwähnten Anlagegrenzen der Ziffer 4 Unterabsätze a) bis e) kann die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt werden, unter Beachtung der Grundsätze der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem nicht der EU angehörenden Mitgliedstaat der OECD (Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung) oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

Während eines Zeitraums von sechs Monaten nach seiner Zulassung kann der Fonds von den unter Absatz C Ziffer 4 aufgeführten Beschränkungen abweichen.

Werden die in Vorstehendem genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel, die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilsinhaber anzustreben;

5. a) mehr als 10% der Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten zu erwerben.

Diese Grenze braucht beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich der Bruttobetrag der Schuldverschreibungen zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht berechnen läßt. Ferner ist diese Grenze unter Beachtung der Risikoverteilung nicht einzuhalten in Bezug auf:

- Wertpapiere, die von einem Mitgliedstaat der EU oder dessen Gebietskörperschaften begeben oder garantiert werden;

- von einem Drittstaat begebene oder garantierte Wertpapiere;

- Wertpapiere, die von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören.

b) Anlagen in Anteilen eines anderen Investmentfonds dürfen 10 % der ausstehenden Anteile dieses Fonds nicht überschreiten;

6. Kredite aufzunehmen, es sei denn in besonderen Fällen für kurze Zeit, bis zur Höhe von 10 % des Netto-Fondsvermögens;

7. Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Erwerb von nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegen. Nicht voll eingezahlte Wertpapiere dürfen nur insoweit erworben werden, als der Gesamtbetrag der ausstehenden Einlagen 5 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Falls der Fonds nicht voll eingezahlte Wertpapiere besitzt, muß eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung geschaffen werden, die in die Anlagebeschränkungen gemäß Ziffer 6 miteinzubeziehen ist;

8. Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder sonst zu belasten, zur Sicherung zu übereignen oder zur Sicherung abzutreten. Usancegemäße Einschüsse bei Optionen und börsennotierten Terminkontrakten bleiben hiervon unberührt;

9. Wertpapiere zu erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

10. in Immobilien anzulegen und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

11. mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) im Sinne der Richtlinie des Rates vom 20. Dezember 1985 (85/611/EWG) zu investieren.

Darunter fallen auch Anteile anderer OGAW, die von der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, sofern derartige OGAW auf einen bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert sind.

Sofern die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen dieser Möglichkeit für den Fonds Anteile anderer OGAW erwirbt, die von ihr selbst oder einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, wird sie von der Berechnung einer Verwaltungsvergütung sowie einer Ausgabe- und Rücknahmegebühr auf den ausmachenden Betrag dieser Anlage absehen. Sind Anlagen in anderen derartigen OGAW für den Fonds getätigt worden, so wird die Verwaltungsgesellschaft in dem nächsten zu veröffentlichenden Rechenschaftsbericht des Fonds auf Art und Umfang der getätigten Anlagen genau eingehen;

12. Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen;

13. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt Kauf- und Verkaufs-Optionen auf Wertpapiere/-Vermögenswerte zu kaufen, deren Prämien addiert 15 % des Netto-Fondsvermögens überschreiten.

Zum Zeitpunkt des Verkaufes einer Kauf-Option und während der gesamten Laufzeit des Optionsgeschäftes können die der Kauf-Option zugrundeliegenden Titel nicht veräußert werden, es sei denn, daß diese durch entgegengesetzte Optionen oder andere diesem Zweck dienende Instrumente, wie z.B. Optionsscheine, gedeckt sind;

14. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt Optionen auf Wertpapiere oder Zinsterminkontrakte verkaufen, deren Volumen bewertet zum Ausübungspreis 25 % des Nettovermögenswertes des Fonds übersteigt, sofern diese Transaktionen nicht der Absicherung von Wertpapierbeständen dienen.

Werden Verkaufs-Optionen auf Wertpapiere oder Zinsterminkontrakte verkauft, dann muß der Fonds während der Laufzeit des Optionsvertrages über entsprechende liquide Mittel verfügen, um die Werte zu bezahlen, die im Falle der Optionsausübung durch die Gegenpartei geliefert werden;

15. Wertpapiere fest zu übernehmen («underwriting»).

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Einvernehmen mit der Depotbank die Anlagebeschränkungen und andere Teile des Verwaltungsreglements ändern, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen. Jede natürliche oder juristische Person kann, vorbehaltlich von Artikel 6 des Verwaltungsreglements, durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile erwerben.

Alle ausgegebenen Anteile haben gleiche Rechte.

Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und durch Übergabe von Anteilzertifikaten gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements in entsprechender Höhe übertragen.

Zeichnungsanträge, die bis 11.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden auf der Grundlage des an diesem Bewertungstag festgesetzten Inventarwertes abgerechnet.

Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäß Artikel 8 des Verwaltungsreglements des entsprechenden Bewertungstages zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 3 %; er ist zahlbar innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag.

Der Ausgabepreis erhöht sich um Stempelgebühren oder andere Belastungen, die in verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschließen, falls eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilsinhaber oder des Fonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilsinhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

Auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen werden von der Depotbank unverzüglich zinslos zurückgezahlt.

Art. 7. Anteilzertifikate. Die Verwaltungsgesellschaft gibt Anteilszertifikate, die auf den Inhaber lauten, mit den zugehörigen Ertragsscheinen in einer von ihr bestimmten Stückelung aus. Jedes Anteilzertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft kann im Interesse der Anteilsinhaber die Anteilzertifikate aufteilen oder zu größeren Stückelungen zusammenfassen.

Art. 8. Berechnung des Inventarwertes. Der Anteilwert (im folgenden «Inventarwert» genannt) lautet auf Deutsche Mark. Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder in Luxemburg von einem von ihr Beauftragten an jedem Bankarbeitstag, der sowohl in Luxemburg als auch in Frankfurt am Main ein Börsentag ist (im folgenden «Bewertungstag» genannt), errechnet.

Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag in Umlauf befindlichen Anteile. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere und Optionen darauf, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet;

b) Wertpapiere und Optionen darauf, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber aktiv an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere bzw. Optionen verkauft werden können;

c) Zinsterminkontrakte und Optionen darauf werden zum letzten verfügbaren Kurs der entsprechenden Börsen bewertet und die sich zu den Einstandswerten ergebenden, nicht realisierten Gewinne und Verluste als Forderungen oder Verbindlichkeiten betrachtet;

d) falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden die Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt;

e) werden Kauf-Optionen auf zugrundeliegende Vermögenswerte des Fondsvermögens verkauft, so werden bei Erreichen des Ausübungspreises diese Werte zum Ausübungspreis bewertet. Wird bei verkauften Verkaufs-Optionen der Ausübungspreis der zugrundeliegenden Wertpapiere/Zinsterminkontrakte unterschritten, dann muß eine ertragsmindernde Rückstellung gebildet werden in Höhe der Differenz zwischen Ausübungspreis und Marktwert der Wertpapiere bzw. Kontrakte;

f) hinzugerechnet werden die aufgelaufenen Stückzinsen bei verzinslichen Wertpapieren bzw. Geldmarktinstrumenten;

g) die flüssigen Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

Alle auf eine andere Währung als Deutsche Mark lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in Deutsche Mark umgerechnet.

Auf die ordentlichen Nettoerträge wird ein Ertragsausgleich gerechnet.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die

Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mußten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 9. Rücknahme von Anteilen. Die Anteilsinhaber sind berechtigt, jederzeit über eine der Zahlstellen, die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen.

Rücknahmeanträge, die bis 11.00 Uhr an einem Bewertungstag (wie in Artikel 8 des Verwaltungsreglements bestimmt) bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden zum Inventarwert dieses Bewertungstages abgerechnet.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von fünf Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag. Die Anteilzertifikate müssen vor Auszahlung des Rücknahmepreises zurückgegeben werden. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden.

In diesem Fall erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen des letzten Abschnitts von Artikel 8 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert. Der Rücknahmepreis wird in Deutsche Mark vergütet. Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, daß das Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel umfaßt, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilsinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertberechnung gemäß Artikel 10 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung prompt davon in Kenntnis gesetzt.

Die Depotbank ist nur soweit zur Zahlung verpflichtet, wenn keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Art. 10. Einstellung der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes. Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen zeitweilig einzustellen:

a) während der Zeit, in welcher eine Wertpapierbörse oder ein anderer geregelter Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des Fonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Wertpapierbörse bzw. diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

Art. 11. Aufwendungen und Kosten des Fonds. Die nachstehend aufgeführten, im Zusammenhang mit der Verwaltung des Fonds anfallenden Aufwendungen gehen zu Lasten des Fonds:

- a) die Vergütung der Verwaltungsgesellschaft;
 - b) die Vergütung der Depotbank sowie deren Bearbeitungsgebühren und verauslagte Fremdspesen;
 - c) die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie sonstiger für den Anteilsinhaber wichtiger Informationen;
 - d) die Druckkosten für die Anteilzertifikate;
 - e) die Kosten für die Einlösung der Ertragsscheine;
 - f) die Kosten für den Druck, die Veröffentlichung und den Versand der Berichte und Verkaufsprospekte einschließlich des Verwaltungsreglements;
 - g) die Prüfungskosten für den Fonds;
 - h) die Kosten für die Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilsinhaber handeln;
 - i) die Kosten einer etwaigen Börsennotierung oder -registrierung und/oder einer Vertriebszulassung im In- und Ausland;
 - j) alle Steuern und Abgaben, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
 - k) die Auslagen und mögliche Vergütungen für ausländische Repräsentanten;
 - l) eine einmalige Vergütung an die Verwaltungsgesellschaft für die Gründung des Fonds in Höhe von DM 15.000,-.
- Ausgenommen sind Kosten für Werbung und andere Unkosten, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten bzw. dem Verkauf der Anteile anfallen.

Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Die mit dem Erwerb oder der Veräußerung von Vermögenswerten verbundenen Kosten (Spesen für Transaktionen in Wertpapieren sowie sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds) werden in den Einstandspreis eingerechnet bzw. vom Verkaufserlös abgezogen.

Art. 12. Rechnungsjahr und Revision. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Juli, zum ersten Mal am 31. Juli 1997. Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft kontrolliert, die von der Verwaltungsgesellschaft zu ernennen ist.

Art. 13. Ausschüttungen. Unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen kann die Verwaltungsgesellschaft jedes Jahr den überwiegenden Teil der ordentlichen Nettoerträge des Fonds ausschütten und diese sobald als möglich nach Abschluß der Jahresrechnung des Fonds auszahlen.

Als ordentliche Nettoerträge des Fonds gelten vereinnahmte Zinsen, abzüglich der Aufwendungen und Kosten des Fonds gemäß Artikel 11 des Verwaltungsreglements, unter Ausschluß der realisierten Kapitalgewinne und Kapitalver-

luste, der nicht realisierten Wertsteigerungen und Wertminderungen sowie des Erlöses aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten und aller sonstigen Einkünfte nicht wiederkehrender Art.

Unbeschadet der vorstehenden Regelung kann die Verwaltungsgesellschaft von Zeit zu Zeit die realisierten Kapitalgewinne abzüglich realisierter Kapitalverluste und ausgewiesener Wertminderungen, sofern diese nicht durch ausgewiesene Wertsteigerungen ausgeglichen sind, ganz oder teilweise in bar ausschütten.

Eine Ausschüttung erfolgt einheitlich auf alle die Anteile, die einen Tag vor Zahlung der Ausschüttungsbeträge in Umlauf waren.

Ausschüttungsbeträge, die binnen fünf Jahren ab Datum der veröffentlichten Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht werden, verfallen und gehen an den Fonds zurück.

Art. 14. Änderungen des Verwaltungsreglements. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht. Sie treten am Tage ihrer Veröffentlichung im Mémorial in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog zu Artikel 15 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 15. Veröffentlichungen. Der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei allen Zahlstellen verfügbar und werden jeweils in einer Tageszeitung eines jeden Landes veröffentlicht, in dem die Anteile öffentlich vertrieben werden. Der Inventarwert kann am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei allen Zahlstellen angefragt werden.

Nach Abschluß jedes Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen geprüften Jahresbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate gibt. Nach Ende der ersten Hälfte jedes Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilsinhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres gibt.

Der Jahresbericht und alle Zwischenberichte des Fonds sind für die Anteilsinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 16. Dauer des Fonds und Auflösung. Der Fonds wird auf unbestimmte Zeit errichtet, er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden. Eine Auflösung erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird oder ein sonstiger Tatbestand eintritt, der eine gesetzliche Liquidation erforderlich macht. Sie wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und mindestens drei Tageszeitungen, welche eine angemessene Auflage erreichen, veröffentlicht. Eine dieser Tageszeitungen muß in Luxemburg erscheinen.

Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilsinhaber nach deren Anspruch verteilen.

Liquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilsinhabern eingezogen wurden, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Luxemburger Franken umgewandelt und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilsinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Weder die Anteilsinhaber noch deren Erben bzw. Rechtsnachfolger können die vorzeitige Auflösung und Teilung des Fonds beantragen.

Art. 17. Verjährung. Forderungen der Anteilsinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; ausgenommen bleibt die in Artikel 16 des Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Recht des Großherzogtums Luxemburg.

Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilsinhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile öffentlich vertrieben werden, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ihren (Wohn-)Sitz haben, und Angelegenheiten betreffen, die sich auf Zeichnung und Rücknahme von Anteilen durch diese Anleger beziehen.

Die deutsche Fassung dieses Verwaltungsreglements ist verbindlich.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und für den Fonds Übersetzungen des Verwaltungsreglements in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen Anteile öffentlich vertrieben werden.

Erstellt in Luxemburg, 29. März 1996.

TRINKAUS LUXEMBOURG
INVESTMENT MANAGERS S.A.

Unterschriften

TRINKAUS & BURKHARDT
(INTERNATIONAL) S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 29 mars 1996, vol. 477, fol. 102, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(11749/705/433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 1996.

SVB SHORT-TERM FUND.**ÄNDERUNG DER VERTRAGSBEDINGUNGEN**

Durch Beschluss der oben genannten Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. als Depotbank wird in den Vertragsbedingungen folgende Änderung vorgenommen:

Artikel 4 Absatz 2 erhält den folgenden Wortlaut:

«Die Teilfonds investieren ihr Vermögen grundsätzlich in auf die Währung der jeweiligen Teilfonds lautende Obligationen, Notes und ähnliche festverzinsliche Schuldverschreibungen mit kurzer Restlaufzeit, in variabel verzinsliche Schuldverschreibungen und daneben auch in Geldmarktpapiere, welche von erstklassigen Schuldnern ausgegeben oder garantiert sind.»

Luxemburg, den 3. April 1996.

KAFAG INTERNATIONAL SHORT-TERM FUND S.A. CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 15 avril 1996, vol. 478, fol. 46, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13542/736/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 1996.

CREDIS EQUITY FUND.**ÄNDERUNGEN DER VERTRAGSBEDINGUNGEN DES ANLAGEFONDS**

Die CREDIS EQUITY FUND MANAGEMENT COMPANY als Verwaltungsgesellschaft hat mit Zustimmung der CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. in ihrer Funktion als Depotbank des CREDIS EQUITY FUND folgende Änderungen der Vertragsbedingungen des obengenannten Fonds beschlossen:

Im Zusatz zum Subfonds CREDIS EQUITY FUND GOLD MINES wird der 3. Absatz neugefasst. Der Absatz erhält den folgenden Wortlaut:

«Das Vermögen des Subfonds wird nach dem Grundsatz der Risikoverteilung in erster Linie in Aktien und aktienähnliche Wertpapiere (Partizipationsscheine, Genussscheine, usw.) von Gesellschaften investiert, die sich vorwiegend mit der Ausbeutung, dem Handel oder der Verarbeitung von Gold befassen oder den grössten Teil des Ertrags aus solchen Tätigkeiten erwirtschaften oder die als Finanzierungs- und Holdinggesellschaften in diesem Wirtschaftszweig investieren. Ferner darf der Subfonds bis zu maximal 30 % des Vermögens in Wandel- und Optionsanleihen jedwelcher Währung anlegen, die von den obengenannten Gesellschaften begeben werden, sowie in geringerem Umfang in von solchen Gesellschaften ausgegebenen Optionsscheinen (Warrants).»

Die Änderungen treten 30 Tage nach Veröffentlichung in Kraft.

Luxemburg, den 16. April 1996.

CREDIS EQUITY FUND
MANAGEMENT COMPANY

CREDIT SUISSE
(LUXEMBOURG) S.A.

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 1996, vol. 478, fol. 63, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(14033/736/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 1996.

KLEINWORT BENSON SELECT FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 28.138.

In the year one thousand nine hundred and ninety-six, on the twenty-sixth day of March.

Before Us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

Was held the Extraordinary General Meeting of shareholders of KLEINWORT BENSON SELECT FUND, a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 50, avenue J.F. Kennedy in Luxembourg (the «Company»), incorporated in Luxembourg, on 10th June 1988, the Articles of Incorporation (the «Articles») of which were published in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the «Mémorial») on 18th July 1988. The articles were amended on 27th October 1989, this amendment having been published in the Mémorial on 30th December 1989. The Articles were amended on 3rd March 1992, this amendment having been published in the Mémorial on 7th April 1992.

The meeting was presided over by Brian E. Hadland, Director KLEINWORT BENSON UNIT TRUSTS, residing in London,

who appointed as secretary Jeremy Pearce, Area Manager, residing in Olingen.

The meeting elected as scrutineer: Françoise Marx, employée privée, residing in Strassen.

The Chairman declared and requested the undersigned notary to record that:

1. The shareholders have been convened by individual notices setting out the agenda of this meeting in accordance with article 10 of the Articles and by publication in the Mémorial and in the Luxemburger Wort on 1st and 11 March 1996 and in the Financial Times on 11th March 1996.

2. The shareholders and the number of Shares held by each of them are registered in an attendance list signed by the shareholders present or by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau; such attendance list and proxies will remain attached to the original of these minutes and be registered with this deed.

3. It appears from the attendance list that out of 19,335,538 of the outstanding shares of the Company 13,045,237 are present or represented at the meeting which is therefore regularly constituted and can validly decide on the items of its agenda.

4. The agenda of the meeting is as follows:

To approve:

1. The change of the consolidated currency from ECU to US Dollars with effect from 1st April 1996 or such other date as may be determined by the general meeting of shareholders and to amend Articles 5, 23 and 25 to this effect.

2. A change of the current practice of issuing Shares at a Subscription Price and a Redemption Price to the issue and redemption of Share at a price based on the Net Asset Value per Share with an adjustment for notional dealing costs and an initial charge or a redemption charge as may be decided by the Board from time to time and described in the Company's prospectus from time to time and amendment of Articles 5, 6, 8, 21, 22, 23 and 24 of the Articles to reflect this change.

3. The amendment of Article 21 of the Articles so as to provide for the possibility for the Board to decide the redemption of all outstanding Shares of the Company or the termination of a specific class or classes, the merger between classes of the Company or the merger of a class or classes with another Luxembourg Ucits if the Board deems it appropriate because of the changes in the economic or political situation affecting the Company or the relevant class or classes, or because it is in the best interests of the relevant shareholders or if the Net Asset Value of all outstanding Shares is lower than 20 million USD or if the Net Asset Value of any class is lower than 10 million USD or its equivalent in another currency, the termination of a class or classes or merger between classes of the Company or of a class or classes with another Luxembourg Ucits being otherwise subject to class meetings of the class or classes to be terminated or merged, deliberating validly without quorum and on a simple majority vote.

4. The amendment of Article 21, second paragraph, sub-paragraph (i) to replace ECU 1,000.- by USD 1,000.- and sub-paragraph (ii) by replacing ECU 2,500.- by USD 2,500.-.

5. The amendment of Article 22 to allow the Board to suspend the determination of Net Asset Value of a class in case of a decision to liquidate that class.

6. The amendment of Article 26 to provide for decisions on distribution of dividends of the relevant Fund by class meetings of the relevant Funds only.

After having considered the items on the agenda, the shareholders then, unanimously in regard of the 1st, 2nd, 4th, 5th and 6th resolutions decided:

First resolution

The shareholders resolve to change the consolidated currency from ECU to USD with effect on 1st April 1996 and accordingly:

- to amend Article 5, second paragraph, so as to replace «ECU» by «USD»;
- to amend the penultimate and the last paragraphs of Article 5 to read as follows:

«For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Fund shall, in case of a Fund not denominated in USD, be notionally converted into USD in accordance with Article 25 and the capital shall be the total of the net assets of the Funds.

The Company shall prepare consolidated accounts in USD.»

- To amend Article 23 so as to replace in the first paragraph «ECU» by «USD»;
- to amend Article 25 so as to replace therein each time «ECU» by «USD».

Second resolution

The shareholders resolve to change the current practice of issuing shares at a Subscription Price and a Redemption Price to the issue and redemption of Shares at a price based on the Net Asset Value per Share with an adjustment for notional dealing costs and an initial charge or a redemption charge as may be decided by the Board from time to time and as described in the Company's prospectus from time to time and resolve:

- to amend Article 5, third paragraph to replace therein in the fifth line the words «Subscription Price» by «Net Asset Value»;
- to amend Article 5, fourth paragraph by replacing in the seventh line the words «rounding adjustments» by «notional dealing costs»;
- to amend Article 6, fifth paragraph by replacing the words «Subscription Price per Share as set forth in Article 24 hereof» by «Net Asset Value per Share as set forth in Article 23 hereof (plus notional dealing costs and the initial charge as may from time to time be determined by the Board)»;
- to amend Article 8, sub-paragraph (c) (2) so as to replace the words «Redemption Price» by «Net Asset Value per Share» and to add after the words «in accordance with Article 23 hereof less» the words «notional dealing costs and»;
- to amend Article 21, 2nd paragraph, sub-paragraph (ii), so as to delete in lines 15 and 16 the words «the Subscription Price and Redemption Price»;
- to amend Article 21, fourth paragraph so as to replace in lines 5 and 9 each time the words «Redemption Price» by «Net Asset Value per Share» and to replace the words «less a redemption charge of up to 1 %» by «less notional dealing costs and a redemption charge»;
- to amend Article 22, first and second paragraphs so as to delete the references to the Subscription Price and Redemption Price;
- to amend Article 23 by deleting the second and third paragraphs referring to the determination of the Subscription Price and the Redemption Price;
- to amend Article 24 to read as follows:

«Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the applicable Net Asset Value per Share as hereinabove defined for the relevant Fund after adding such notional dealing costs and initial charge as may be decided from time to time by the Board and described in the Company's prospectus and promotional documents. Any remuneration to agents active in the placing or promotion of the Shares shall be paid out of the initial charge. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed five business days after the relevant Valuation Day. The price for subscription (not including the initial charge) may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.»

Third resolution

The shareholders resolve to amend Article 21 by replacing the seventh, eighth and ninth paragraphs by the following text:

«In the event that for a period of 30 consecutive days, for any reason the valuation at their respective Net Asset Values of all outstanding shares shall be less than 20 million USD or the Net Asset Value of any assets relating to any class is lower than 10 million USD or in the case of a class denominated in a currency other than USD, the equivalent in that currency of such amount, or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the Company or the relevant class, or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Board may redeem all (but not some) Shares of the Company or of the class at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant class, but with no redemption charge, or may merge that class with another class of the Company or with another Luxembourg Ucits.

Termination of a class by compulsory redemption of all relevant Shares or its merger with another class of the Company or with another Luxembourg Ucits, in each case for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval of the shareholders of the class to be terminated or merged, at a duly convened class meeting which may be validly held without a quorum and decide by a simple majority of the Shares present or represented.

A merger so decided by the Board of Directors or approved by the shareholders of the affected class will be binding on the holders of Shares of the relevant class upon 30 days' prior notice given to them, during which period shareholders may redeem their shares without redemption charge.

In the case of a merger with a «fonds commun de placement», the decision will be binding only on those shareholders having voted in favour of the merger.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a class will be deposited at the Caisse des Consignations in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after 30 years.»

This resolution was adopted by 12,911,711 favourable votes.

Fourth resolution

The shareholders resolve to amend Article 21, second paragraph, sub-paragraph (i) to replace «ECU 1,000.-» by «USD 1,000.-» and sub-paragraph (ii) to replace «ECU 2,500.-» by «USD 2,500.-».

Fifth resolution

The shareholders resolve to amend Article 22 by adding the following sub-paragraph at the end of the second paragraph:

«(h) in case of a decision to liquidate a class of the Company in accordance with Article 21, on or after the day of the notice to the shareholders.»

Sixth resolution

The shareholders resolve to amend Article 26 so as to provide for decisions on distribution of dividends of the relevant Funds to be taken by class meetings of the relevant Funds solely, by amending the first paragraph of Article 26 as follows:

«The shareholders shall, in class meetings, upon the proposal of the Board in respect of each Fund, determine how the annual net profits of the relevant Funds shall be disposed of, provided such decision conforms to the distribution policy stated in the current prospectus.»;

and to delete the fourth paragraph of Article 26.

There being no further item on the agenda, the meeting was then adjourned and these minutes signed by the members of the bureau and the notary.

The undersigned notary, who speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation, it being understood that the English version shall be binding in case of divergencies between the English and French texts.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately 40,000.- Luxembourg Francs.

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing, signed together with Us, the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le vingt-six mars.

Par-devant Nous, Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de KLEINWORT BENSON SELECT FUND, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 50, avenue J.F. Kennedy à Luxembourg (la «Société»), constituée à Luxembourg, le 10 juin 1988 et dont les statuts ont été publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, le 18 juillet 1988. Les statuts ont été modifiés le 27 octobre 1989 et cette modification a été publiée au Mémorial le 30 décembre 1989. Les statuts ont été modifiés le 3 mars 1992 et cette modification a été publiée au Mémorial le 7 avril 1992.

L'assemblée est présidée par Monsieur Brian E. Hadland, Director KLEINWORT BENSON UNIT TRUSTS, demeurant à Londres,

lequel a nommé en tant que secrétaire, Monsieur Jeremy Pearce, Area Manager, demeurant à Olingen.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur:

Mademoiselle Françoise Marx, employée privée, demeurant à Strassen.

Le président déclare et demande au notaire d'acter que:

I. Les actionnaires ont été convoqués par des convocations individuelles indiquant l'ordre du jour de la présente assemblée, conformément à l'article 10 des statuts, et par des publications parues au Mémorial et au Luxemburger Wort les 1^{er} et 11 mars 1996 et au Financial Times le 11 mars 1996.

II. Les actionnaires et le nombre d'Actions détenues par chacun d'entre eux sont renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents ou les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau; cette liste de présence et les procurations demeureront annexées à l'original du présent acte et seront enregistrées avec celui-ci.

III. Il résulte de ladite liste de présence que sur les 19.335.538 actions en circulation de la société, 13.045.237 sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points figurant à son ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Utilisation du dollar US à la place de l'ECU comme devise de consolidation à partir du 1^{er} avril 1996 ou de toute autre date fixée par l'assemblée générale des actionnaires et modification des articles 5, 23 et 25 à cette fin.

2. Abandon de la pratique actuelle consistant à émettre les Actions à un Prix de Souscription et à un Prix de Rachat afin d'émettre et de racheter les Actions à un prix basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action ajustée pour tenir compte des frais de transaction et d'une commission d'entrée ou de rachat, telle que fixée de temps à autre par le Conseil et telle que décrite de temps à autre dans le prospectus de la Société, et modification des articles 5, 6, 8, 21, 22, 23 et 24 des statuts afin de refléter ce changement.

3. Modification de l'article 21 des statuts afin de prévoir la possibilité pour le Conseil de décider le rachat de toutes les Actions en circulation de la Société ou la clôture d'un ou de plusieurs Fonds déterminés, la fusion entre des Fonds de la Société ou la fusion d'un Fonds ou de plusieurs Fonds avec un autre OPCVM luxembourgeois, si le conseil le juge approprié étant donné les changements dans la situation économique ou politique affectant la Société ou le Fonds ou les Fonds concernés ou parce que cela est dans le meilleur intérêt des actionnaires concernés ou si la Valeur Nette d'Inventaire de toutes les Actions en circulation est inférieure à 20 millions de dollars US ou si la Valeur Nette d'Inventaire d'un Fonds est inférieure à 10 millions de dollars US ou son équivalent dans une autre devise; la clôture d'un ou de plusieurs Fonds ou la fusion entre des Fonds de la société ou d'un ou plusieurs Fonds avec un autre OPCVM luxembourgeois étant dans tous les autres cas sujettes à la tenue d'assemblées de classe du ou des Fonds à clôturer ou fusionner délibérant valablement sans quorum et à la majorité simple des voix.

4. Modification de l'article 21, deuxième paragraphe, alinéa (i) afin de remplacer 1.000,- ECU par 1.000,- USD et alinéa (ii) afin de remplacer 2.500,- ECU par 2.500,- USD.

5. Modification de l'article 22 afin de permettre au Conseil de suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire d'un Fonds lorsqu'il a été décidé de liquider ce Fonds.

6. Modification de l'article 26 afin de prévoir la déclaration des dividendes sur les Actions d'un Fonds déterminé uniquement lors des assemblées de classe des Fonds concernés.

Après avoir délibéré sur les points à l'ordre du jour, les actionnaires ont ensuite pris les résolutions suivantes, à l'unanimité en ce qui concerne les 1^{ère}, 2^e, 4^e, 5^e, et 6^e résolutions.

Première résolution

Les actionnaires décident que le dollar US sera utilisé à la place de l'ECU comme devise de consolidation à partir du 1^{er} avril 1996 et de modifier en conséquence:

- le deuxième alinéa de l'article 5, afin de remplacer «ECU» par «USD»;
- l'avant-dernier et le dernier alinéa de l'article 5, afin de le formuler comme suit:

«Dans le but de déterminer le capital social de la Société, les actifs nets relatifs à chaque Fonds seront, si les Actions d'un Fonds déterminé ne sont pas libellées en USD, convertis en USD conformément à l'article 25 et le capital social comprendra le total des actifs nets de tous les Fonds.

La Société préparera des comptes consolidés libellés en USD.»

- l'article 23, afin de remplacer au premier paragraphe «ECU» par «USD»;
- l'article 25, afin d'y remplacer à chaque fois «ECU» par «USD»;

Deuxième résolution

Les actionnaires décident d'abandonner la pratique actuelle consistant à émettre les Actions à un Prix de Souscription et à un Prix de Rachat afin d'émettre et de racheter les Actions à un prix basé sur la Valeur Nette d'Inventaire par Action

ajustée pour tenir compte des frais de transaction et d'une commission d'entrée ou de rachat, telle que fixée de temps à autre par le Conseil et telle que décrite de temps à autre dans le prospectus de la Société, et décident:

- de modifier l'article 5, troisième alinéa, afin d'y remplacer à la sixième ligne les mots «au Prix de Souscription» par les mots «à la Valeur Nette d'Inventaire»;
- de modifier l'article 5, quatrième alinéa, en remplaçant à la sixième et à la septième ligne les mots «après tous ajustements résultant des arrondissements» par les mots «frais de transaction»;
- de modifier l'article 6, cinquième alinéa, en remplaçant les mots «du Prix de Souscription par Action conformément à l'article 24 des présents statuts» par les mots «de la Valeur Nette d'Inventaire par Action conformément à l'article 23 des présents statuts (plus les frais de transaction et la commission d'entrée telle que déterminée de temps à autre par le Conseil).»;
- de modifier l'article 8, alinéa (c) (2), afin de remplacer les mots «au Prix de Rachat» par les mots «à la Valeur Nette d'Inventaire par Action» et d'ajouter après les mots «conformément à l'article 23 des présents Statuts moins» les mots «les frais de transaction et»;
- de modifier l'article 21, deuxième alinéa, alinéa (ii), afin de supprimer aux lignes 10 et 11 les mots «, du Prix de Souscription et du Prix de Rachat»;
- de modifier l'article 21, quatrième alinéa, afin de remplacer à la ligne 4 et à la ligne 9 les mots «le Prix de Rachat» par les mots «la Valeur Nette d'Inventaire», afin de remplacer à la ligne 10 les mots «au Prix de Rachat» par les mots «à la Valeur Nette d'Inventaire», en veillant au respect des règles grammaticales et afin de remplacer les mots «sous déduction d'une commission de rachat pouvant aller jusqu'à 1 pour cent» par les mots «moins les frais de transaction et une commission de rachat», en veillant au respect des règles grammaticales;
- de modifier l'article 22, premier et deuxième alinéa, afin de supprimer les références au Prix de Souscription et Prix de Rachat, en veillant au respect des règles grammaticales;
- de modifier l'article 23 en supprimant le deuxième et le troisième alinéa qui se réfèrent au calcul du Prix de Souscription et du Prix de Rachat;
- de modifier l'article 24 comme suit:

«Chaque fois que la Société offre des Actions en souscription, le prix par Action auquel ces Actions seront offertes et vendues sera la Valeur Nette d'Inventaire applicable par Action telle que définie ci-avant pour le Fonds concerné majorée des frais de transaction et de la commission d'entrée, tels que fixés de temps à autre par le Conseil et tels que décrits dans le prospectus et les documents promotionnels de la Société. Toute rémunération à des agents intervenant dans le placement ou la promotion des Actions sera payée par prélèvement sur la commission d'entrée. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans une période déterminée par le Conseil et qui n'excédera pas cinq jours ouvrables après le Jour d'Evaluation concerné. Le prix pour la souscription (en ce non compris la commission d'entrée) peut, sur approbation du Conseil et moyennant le respect des lois applicables, notamment relatives à l'établissement d'un rapport spécial par un réviseur confirmant la valeur de tout apport en nature, être payé par apport à la Société de valeurs mobilières acceptées par le Conseil et qui sont conformes à la politique d'investissement et aux restrictions d'investissements de la Société.»

Troisième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 21 en remplaçant les septième, huitième et neuvième alinéas par le texte suivant:

«Dans l'hypothèse où pendant une période de trente jours consécutifs, pour quelque raison que ce soit, la somme de toutes les Actions en circulation estimées à leur Valeur Nette d'Inventaire respective est inférieure à 20 millions de dollars US ou la Valeur Nette d'Inventaire des actifs sous-jacents à un Fonds est inférieure à 10 millions de dollars US ou, dans le cas d'un Fonds libellé dans une devise autre que le dollar US, l'équivalent de ce montant dans cette devise, ou au cas où le Conseil l'estimerait approprié étant donné les changements dans la situation économique ou politique affectant la Société ou le Fonds concerné, ou au cas où cela serait dans le meilleur intérêt des actionnaires concernés, le Conseil peut racheter l'intégralité (et non seulement une partie) des Actions de la Société ou du Fonds à un prix reflétant la réalisation anticipée et les coûts de liquidation lors de la clôture du Fonds concerné, mais sans commission de rachat, ou peut fusionner ce Fonds avec un autre Fonds de la Société ou avec un autre OPCVM luxembourgeois.

La clôture d'un Fonds par rachat forcé de toutes les Actions concernées ou sa fusion avec un autre Fonds de la Société ou avec un autre OPCVM luxembourgeois, dans chaque cas pour des raisons autres que celles mentionnées au paragraphe précédent, peut être effectuée uniquement avec l'accord préalable des actionnaires du Fonds à clôturer ou à fusionner, lors d'une assemblée de classe dûment convoquée qui peut être tenue valablement sans quorum et décider à la majorité simple des Actions présentes ou représentées.

Une fusion ainsi décidée par le Conseil d'administration ou approuvée par les actionnaires du Fonds concerné sera opposable aux porteurs d'Actions du Fonds concerné après l'écoulement d'un préavis de trente jours durant lequel les actionnaires peuvent faire racheter leurs actions sans commission de rachat.

Dans l'hypothèse d'une fusion avec un fonds commun de placement, la décision sera opposable uniquement aux actionnaires ayant voté en faveur de la fusion.

Les produits de liquidation non réclamés par les actionnaires au moment de la clôture de la liquidation d'un Fonds seront déposés à la Caisse des Consignations à Luxembourg. S'ils ne sont pas réclamés, ils seront prescrits après trente années.»

Cette résolution a été adoptée par 12.911.711 votes favorables.

Quatrième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 21, deuxième alinéa, alinéa (i) afin de remplacer les mots «1.000,- ECU» par «1.000,- USD» et de modifier l'alinéa (ii) afin de remplacer les mots «2.500,- ECU» par les mots «2.500,- USD».

Cinquième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 22, en ajoutant l'alinéa suivant à la fin du deuxième alinéa:

«(h) dans le cas d'une décision de liquider un Fonds conformément à l'article 21, le jour de l'avis donné aux actionnaires ou après ce jour.»

Sixième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 26 afin de prévoir que les décisions de distribution de dividendes sur les Actions d'un Fonds déterminé seront prises uniquement par des assemblées de classe des Fonds concernés, en modifiant le premier alinéa de l'article 26 comme suit:

«Les actionnaires détermineront, en assemblées de classe, sur proposition du Conseil relativement à chaque Fonds, comment les profits nets annuels du Fonds concerné seront distribués, pour autant que cette décision soit conforme à la politique de distribution énoncée dans le prospectus en vigueur.»

et de supprimer le quatrième paragraphe de l'article 26.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée et le procès-verbal signé par les membres du bureau et le notaire.

Le notaire soussigné connaissant la langue anglaise déclare par la présente qu'à la requête des personnes énoncées ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française, la version anglaise faisant foi en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français.

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société des suites de cet acte et de sa publication au Mémorial sont évalués approximativement à 40.000,- francs luxembourgeois.

En foi de quoi le notaire soussigné a apposé sa signature et son sceau.

Après lecture faite aux comparants connus du notaire instrumant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: B.E. Hadland, J. Pearce, F. Marx, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 27 mars 1996, vol. 398, fol. 81, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): W. Kerger.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 3 avril 1996.

E. Schroeder.

(12276/228/320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 1996.

KLEINWORT BENSON SELECT FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 28.138.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 3 avril 1996.

*E. Schroeder
Notaire*

(12277/228/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 1996.

RUMAU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 45.817.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1995, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 92, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration et par l'assemblée générale extraordinaire du 9 février 1996

Sont nommés administrateurs pour un terme de trois ans, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de 1999:

- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Leudelange, président;
- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Mamer;
- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern.

Est nommé commissaire aux comptes pour un terme de trois ans, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de 1999:

- Monsieur Georges Kioes, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Luxembourg.

La nomination de Messieurs Henri Grisius et Georges Kioes prend effet au 31 janvier 1996; celle de Messieurs Thierry Fleming et John Seil, prend effet au 9 février 1996.

Cette assemblée a en outre décidé de transférer le siège social au 15, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, avec effet au 9 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

Signature.

(08138/534/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

CREDIS MONEY MARKET FUND SFr.

Die CREDIS MONEY MARKET FUND MANAGEMENT COMPANY hat beschlossen, die Anteile des CREDIS MONEY MARKET FUND SFr. aufzuteilen. Die Aufteilung erfolgt am 13. Mai 1996.

Ab diesem Tag bekommen Inhaber von Anteilscheinen des CREDIS MONEY MARKET FUND SFr. gegen Einreichung des Coupons Nr. 2 pro Anteil neun neue Anteile des CREDIS MONEY MARKET FUND SFr. Der Umtausch erfolgt bei jeder Zahlstelle (einer Niederlassung der schweizerischen Kreditanstalt, bei CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A. in Luxemburg oder bei der BANK AUSTRIA AG in Wien oder bei der CREDIT SUISSE (DEUTSCHLAND) AKTIENGESSELLSCHAFT in Frankfurt).

Für nicht durch Anteilscheine verbriefte Anteile und im Depot verwahrte Anteile werden (für letztere unter Abtrennung des Coupons Nr. 2) je Anteil des CREDIS MONEY MARKET FUND SFr. neun neue Anteile des CREDIS MONEY MARKET FUND SFr. gutgeschrieben.

Da nach der Aufteilung für einen Anteil nun 10 Anteile stehen werden, wird der Nettoinventarwert nach der Neuberechnung am obengenannten Datum pro Anteil nur noch ungefähr 1/10 des Nettoinventarwertes vor der Aufteilung betragen.

Luxemburg, den 16. April 1996.

CREDIS MONEY MARKET FUND
MANAGEMENT COMPANY
Unterschriften

CREDIT SUISSE
(LUXEMBOURG) S.A.
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 1996, vol. 478, fol. 63, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(14034/736/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 1996.

BCCI HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A.**EXTRAIT**

Il résulte des jugements du tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 18 septembre 1992, 14 octobre 1993 et 17 décembre 1993 que le collège des liquidateurs de la société BCCI HOLDINGS (LUXEMBOURG) S.A. se compose depuis le 17 décembre 1993 de:

- Maître Jacques Delvaux, notaire, demeurant à Esch-sur-Alzette,
- Maître Georges Ravarani, avocat, demeurant à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations ainsi qu'au registre de commerce et des sociétés.

Luxembourg, le 30 avril 1996.

G. Ravarani.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 1996, vol. 478, fol. 81, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(14744/280/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 1996.

SANGER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 90, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 47.644.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 97, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

SANGER S.A.
Signature

(08143/588/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SFERBEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 48.254.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 1996

Madame Denise Vervaet, employée privée, demeurant à Luxembourg et Monsieur Pierre Schill, réviseur d'entreprises, demeurant à Luxembourg, sont nommés administrateurs en remplacement de Messieurs Xavier Delavenne et Jacques R. Kuntz, administrateurs démissionnaires, dont ils termineront les mandats.

Luxembourg, le 27 février 1996.

Pour la société
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 99, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08148/506/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

OPTIMAX GROUP HOLDINGS S.A., Société Anonyme

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 28.445.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08124/651/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

OSITECH, Société Anonyme

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 28.446.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08125/651/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

PHILTECH, Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 29.876.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la société, tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08129/651/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TOGETHER S.A., Société Anonyme.

Par la présente, le soussigné Joseph Schartz, demeurant à L-7762 Bissen, 22, route de Boevange, propriétaire de l'immeuble situé à cette même adresse, déclare dénoncer, avec effet immédiat, le siège social de la S.A. TOGETHER. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bissen, le 27 février 1996.

J. Schartz.

Enregistré à Mersch, le 27 février 1996, vol. 121, fol. 72, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(08165/999/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

**P&V, P&V ASSURANCES,
(anc. PS ASSURANCES - LA PREVOYANCE SOCIALE).**

Siège social: L-1017 Luxembourg, 7, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 9.445.

Conformément à ce qui a été enregistré à Luxembourg, le 8 février 1996, vol. 476, fol. 36, case 1, les modifications suivantes sont à déposer et à publier au registre de commerce.

Extrait de l'annexe au Moniteur belge du 16 mars 1993

LA PREVOYANCE SOCIALE, société coopérative, rue Royale 151, B-1030 Bruxelles.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 1992

L'Assemblée approuve, à l'unanimité, la modification de la dénomination en P&V ASSURANCES, société coopérative en français, P&V VERZEKERINGEN cooperatieve maatschappij en néerlandais, en abrégé P&V.

Nomination d'un mandataire général et délégation de pouvoirs

Suivant procuration établie à Bruxelles le 5 février 1996, Monsieur Charles Graas est mandaté pour diriger l'établissement luxembourgeois de P&V ASSURANCES et accomplir, à cet effet, tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de cet établissement et notamment changer la dénomination commerciale de PS ASSURANCES - LA PREVOYANCE SOCIALE en P&V ASSURANCES, en abrégé P&V.

Luxembourg, le 22 février 1996.

Pour extrait conforme
C. Graas
Mandataire Général

(08130/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

**P&V, P&V ASSURANCES,
(anc. PS ASSURANCES - LA PREVOYANCE SOCIALE).**

Siège social: L-1017 Luxembourg, 7, avenue Victor Hugo.
R. C. Luxembourg B 9.445.

Changement de dénomination de la succursale de Luxembourg

Avec effet au 10 février 1996, l'établissement luxembourgeois de P&V ASSURANCES a changé sa dénomination de PS ASSURANCES - LA PREVOYANCE SOCIALE en P&V ASSURANCES, en abrégé P&V.

Luxembourg, le 22 février 1996.

Pour P&V ASSURANCES
C. Graas
Mandataire Général

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 96, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08131/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SBIC INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 39.444.

Le bilan au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SBIC INVESTMENTS S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers G. Baumann

(08144/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SILUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.
R. C. Luxembourg B 21.640.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Grevenmacher, le 1^{er} février 1996, vol. 164, fol. 56, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

SOCIETE COMPTABLE ET FISCALE G. SAUER
Signature

(08150/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SACILUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 44.654.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la société, tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08139/651/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SALAMIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 35.962.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 91, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour SALAMIS S.A.

CREGELUX

Crédit Général du Luxembourg S.A.

Signature

(08141/029/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SALAMIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 35.962.

A la suite de l'assemblée générale statutaire du 24 mai 1995, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Dirk Van Reeth, licencié en droit, Olm;
- Monsieur Edward Bruin, maître en droit, Ehrlange;
- Monsieur Gérard Birchen, employé privé, Oberkorn.

Commissaire aux comptes:

Monsieur Christian Agata, employé privé, Wecker.

Luxembourg, le 29 novembre 1995.

Pour SALAMIS S.A.

CREGELUX

Crédit Général du Luxembourg S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 91, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08142/029/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TOLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 13.861.

Le bilan au 30 juin 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TOLUX S.A.

Société Anonyme

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

S. Wallers

G. Baumann

(08170/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SBIC OVERSEAS HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 39.445.

Le bilan au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SBIC OVERSEAS HOLDINGS S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers G. Baumann

(08145/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SBIC OVERSEAS HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 39.445.

Le bilan consolidé au 30 septembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SBIC OVERSEAS HOLDINGS S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers G. Baumann

(08146/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SGM FINANCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 24.837.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SGM FINANCE HOLDING S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme
S. Wallers G. Baumann

(08149/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SOCIETE DIJONNAISE DE PARTICIPATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 38.323.

Les bilans de la société au 31 décembre 1993 et au 31 décembre 1994, enregistrés à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 92, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour la société
Signature
Un mandataire

(08152/595/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SOPARVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2012 Luxembourg, 25, boulevard Royal.

Madame Mylène Frambach démissionne en tant que commissaire aux comptes de la société et demande décharge de son mandat dans les plus brefs délais.

Mrs Mylène Frambach tenders her resignation as a commissaire aux comptes of the company and waits to receive formal discharge for her duty.

Luxembourg, le 29 janvier 1996.

M. Frambach.

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 1996, vol. 476, fol. 22, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08155/042/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

STERN FINANCE S.A., Société Anonyme
Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère conforme
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08156/651/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SPINNE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 42.698.

Le bilan au 31 mars 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SPINNE INVESTMENTS S.A.
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers G. Baumann

(08157/006/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

STONEFIELD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 476, fol. 82, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

(08158/502/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

STONEFIELD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 476, fol. 82, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN

(08159/502/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TRIEF CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 50.162.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TRIEF CORPORATION S.A.
Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG
Société Anonyme

S. Wallers G. Baumann

(08173/006/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

SYCOMORE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 40.938.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère conforme
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08160/651/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TEB HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 13, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 32.301.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 1994, enregistrés à Grevenmacher, le 28 février 1996, vol. 164, fol. 62, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour la société TEB HOLDING S.A.
FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.
Signature

(08161/745/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TECNOVERT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 24.039.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08163/651/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TEMENOS SYSTEMS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 28.792.

Les comptes annuels au 30 juin 1995, tels qu'approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et enregistrés à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 476, fol. 82, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires

L'assemblée a ratifié la cooptation de Monsieur Thierry Champagne en tant qu'administrateur de la société et a réélu Messieurs George Koukis et Christophe Baki-Boisier au poste d'administrateur de la société et ERNST & YOUNG, Luxembourg, au poste de commissaire aux comptes. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit se tenir en 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

(08164/267/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

THYSSEN MINING INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft (in Liquidation).

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 2, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 13.084.

AUFLÖSUNG

Durch Beschluß der Generalversammlung vom 18. Dezember 1995, abgehalten vor Maître Camille Hellinckx, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg, wurde der Abschluß der Liquidation festgestellt. Die Bücher und Unterlagen der Gesellschaft werden während 5 Jahren in der Kanzlei ELVINGER, HOSS & PRUSSEN, zur Zeit 15, Côte d'Eich, Luxemburg, verwahrt.

Es wird beantragt, die Gesellschaft aus dem Handels- und Gesellschaftsregister zu streichen.

Dr. Wolfried Kortenacker
Der Liquidator

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 99, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08168/260/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TINED HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2012 Luxembourg, 25, boulevard Royal.

Madame Mylène Frambach démissionne en tant que commissaire aux comptes de la société et demande décharge de son mandat dans les plus brefs délais.

Mrs Mylène Frambach tenders her resignation as a commissaire aux comptes of the company and waits to receive formal discharge for her duty.

Luxembourg, le 29 janvier 1996.

M. Frambach.

Enregistré à Luxembourg, le 5 février 1996, vol. 476, fol. 22, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08169/042/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TOWER HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 31.609.

Il résulte du procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire en date du 12 février 1996, que:

1. ont démissionné de leurs fonctions d'administrateurs de la société:

– Maître Hans-Ulrich Ming, avocat, demeurant à Genève, président du conseil d'administration et administrateur-délégué;

– Maître Youssef Takla, avocat, demeurant à Genève;

– Maître Albert Wildgen, avocat, demeurant à Luxembourg;

2. sont nommés administrateurs en remplacement des administrateurs démissionnaires dont ils termineront le mandat:

– Monsieur Omar Ashur, homme d'affaires, demeurant Immeuble Heliopolis, rue Verdun à Beyrouth, président du conseil d'administration;

– la société WEBFIELD LIMITED, établie et ayant son siège social aux Iles Vierges Britanniques, administrateur;

– Maître Nawaf Salam, avocat, demeurant Centre Sabbag, rue Hamra à Beyrouth, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 476, fol. 83, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08171/280/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

FONDATION LUXEMBOURGEOISE CONTRE LE CANCER, Association sans but lucratif.**BILAN AU 31 DECEMBRE 1995**

<i>Actif</i>	<i>LUF</i>	<i>Passif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé		Fonds propres	
Immobilisations	71.578	Apports des Fondateurs	23.200.000
Actif circulant		Dettes	
Créances	1.111.437	Dettes fiscales et sociales	52.159
Disponibilités	47.738.607		
	<u>48.850.044</u>		
Total de l'Actif	<u>48.921.622</u>	Excédent de la période	25.669.463
		Total du Passif	<u>48.921.622</u>

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
	<i>LUF</i>		<i>LUF</i>
Achats et charges externes	12.159.215	Dons reçus	
		Dons	25.678.401
		Dons décès	9.520.301
		Dons naissances, noces	532.172
Salaires et traitements	2.284.883	Legs et donations	208.460
			<u>35.939.334</u>
		Autres revenus	
Charges sociales	278.572	Cours anti-tabac	23.000
		Ventes Smokesbusters	11.690
			<u>34.690</u>
Autres charges	9.801	Subventions	
	<u>14.732.471</u>	Subvention Communauté Européenne . .	2.188.261
		Autres subventions	318.000
			<u>2.506.261</u>
Dotations aux amortissements	61.051	Produits financiers	1.498.285
Excédent à la période	25.669.463	Recettes diverses	484.415
Total des Dépenses	<u>40.462.985</u>	Total des Recettes	<u>40.462.985</u>

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 98, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

BUDGET 1996

Dépenses

Salaires	4.000.000,- frs
Information et prévention	6.000.000,- frs
Education à la santé	2.000.000,- frs
Dépistage	2.500.000,- frs
Formation	1.000.000,- frs
Aide aux malades	1.000.000,- frs
Recherche	2.000.000,- frs
Frais de fonctionnement	500.000,- frs
Informatique	400.000,- frs
Excédent des Recettes	8.300.000,- frs
Total	<u>27.700.000,- frs</u>

Recettes

Dons	25.000.000,- frs
Subvention CEE	2.400.000,- frs
Subvention gouvernementale	300.000,- frs
Total	<u>27.700.000,- frs</u>

Luxembourg, le 29 janvier 1996.

M.-P. Prost-Heinisch
Secrétaire générale

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 98, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08186/000/63) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

VIGILANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 34.102.

Le bilan au 31 décembre 1993, enregistré à Luxembourg, le 29 février 1996, vol. 476, fol. 92, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 26 février 1996.

Signature.

(08177/032/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

VIGILANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 34.102.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 29 février 1996, vol. 476, fol. 92, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Strassen, le 26 février 1996.

Signature.

(08178/032/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

VIGILANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 1A, rue Thomas Edison.
R. C. Luxembourg B 34.102.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire du 21 mars 1995

L'assemblée décide de renouveler le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes pour une nouvelle période statutaire de six ans expirant à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en l'an 2001 pour statuer sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre de l'an 2000.

Pour extrait conforme
VIGILANCE S.A.

Signature Signature
Administrateur Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 92, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08179/032/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

TRELUX CAPITAL INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 22.363.

Extraits de l'assemblée générale ordinaire du 11 décembre 1995

Sont mandataires de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 1996:

Administrateurs

Monsieur Bob Bernard, diplômé HEC Paris, Luxembourg, président et administrateur-délégué;
Monsieur Albert Wildgen, avocat, Luxembourg, administrateur;
Monsieur Charles Lahyr, docteur en droit, Esch-sur-Alzette, administrateur.

Commissaire

INTERAUDIT, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, Luxembourg.
Luxembourg, le 31 janvier 1996.

Pour avis sincère et conforme
Pour TRELUX CAPITAL INVESTISSEMENTS S.A.
KPMG FINANCIAL ENGINEERING
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 1996, vol. 476, fol. 67, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08172/528/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

WABI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 13, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 26.417.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 1994, enregistrés à Grevenmacher, le 28 février 1996, vol. 164, fol. 62, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour la société WABI HOLDING S.A.
FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.
Signature

(08180/745/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

PHAL, PAINT HORSES ASSOCIATION LUXEMBOURG, Association sans but lucratif.

Siège social: L-7650 Heffingen, 67B, op der Strooss.

*Changement des statuts au 28 janvier 1996 par assemblée générale extraordinaire
à Mersch, rue de Colmar-Berg, au Chalet Mierscherbiert, le 28 janvier 1996 à 15.30 heures*

Art. 9. Le nombre des associés ne saurait être inférieur à 20. Le nombre des associés AMERICAN PAINT HORSE ASSOCIATION, Fort Worth, ne saurait être inférieur à 10.

Art. 11. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres:

1. un président;
2. un vice-président;
3. un secrétaire;
4. un trésorier.

Fonctions

1. *le président*: Le président de la PAINT HORSE ASSOCIATION LUXEMBOURG, A.s.b.l., sera l'administrateur gérant et présidera les assemblées générales et les conseils d'administration. Accomplira les tâches et responsabilités, assignées par le conseil d'administration;

2. *le vice-président*: Le vice-président de la PAINT HORSE ASSOCIATION LUXEMBOURG, A.s.b.l., présidera les assemblées générales et les conseils d'administration en l'absence du président. Accomplira les tâches et responsabilités, assignées par le conseil d'administration;

3. *le secrétaire*: Le secrétaire fait le rapport de tous les conseils d'administration et assemblées générales de la PAINT HORSE ASSOCIATION LUXEMBOURG, A.s.b.l., ainsi que les présences de ces réunions. Accomplira les tâches et responsabilités, assignées par le conseil d'administration. Sera en charge de tous les rapports officiels demandés;

4. *le trésorier*: Le trésorier fait la gérance de l'argent de la PAINT HORSE ASSOCIATION LUXEMBOURG, A.s.b.l., assignée par le conseil d'administration. Sera en charge du rapport financier annuel et du budget pertes et profits pour l'année suivante. Accomplira les tâches et responsabilités, assignées par le conseil d'administration ou le président.

Art. 14. L'assemblée générale est formée par l'ensemble des membres actifs. Est électeur tout membre actif, adhérant à l'association depuis plus d'un an au jour de l'élection. Chaque membre actif dispose d'une voix. Le vote par procuration et par correspondance n'est pas admis. Les membres donateurs et les membres d'honneur peuvent assister à toutes les réunions de l'assemblée générale à titre d'auditeurs.

Art. 15. L'assemblée générale se réunit en session ordinaire une fois par an, en janvier. Les membres seront convoqués par la voie postale. L'assemblée générale approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'année suivante, délibère sur les questions inscrites à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des mandats, respectivement au remplacement des membres du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Les réviseurs de caisse seront désignés par l'assemblée générale. Les membres seront informés des décisions prises par l'assemblée générale moyennant un rapport écrit, lequel leur sera envoyé par la voie postale dans le mois qui suit la prise de décision. Tout tiers intéressé pourra obtenir une copie du présent rapport en s'adressant à l'un des administrateurs en fonction.

Art. 23. Chaque membre ou administrateur de la PAINT HORSE ASSOCIATION LUXEMBOURG, A.s.b.l. sera remboursé par la PAINT HORSE ASSOCIATION LUXEMBOURG, A.s.b.l. de tous les frais, dépenses et engagements qui auront lieu en rapport avec des activités PHAL, excepté en cas d'abus par préméditation. Ce droit au remboursement couvrira tous les montants payés en règlement de ces actions toujours dans l'intérêt du club.

Art. 24. Un règlement interne complétera les présents statuts.

Art. 25. Tous les cas non prévus par les présents statuts sont régis par la loi du 21 avril 1928.

Art. 26. Les présents statuts ont été adoptés en assemblée générale, tenue à Mersch, le 28 janvier 1996.

M.-J. Difino-Zimmer
Secrétaire PHAL

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08188/000/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

WILLIAMSON INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 38.701.

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 6 février 1996

Résolution unique

Le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la société du 74, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, au 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et ce, avec effet au 16 février 1996.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 90, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08181/651/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

WEILAND-BAU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7520 Mersch, 35, rue Grande-Duchesse Charlotte.

Le bilan au 30 avril 1995, enregistré à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 476, fol. 82, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN.

(08182/502/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

WEILAND-BAU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7520 Mersch, 35, rue Grande-Duchesse Charlotte.

Le bilan au 31 octobre 1995, enregistré à Luxembourg, le 23 février 1996, vol. 476, fol. 82, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 1996.

FIDUCIAIRE BECKER & CAHEN.

(08183/502/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

VIALAL INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 46.011.

Le bilan au 31 décembre 1994, enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 96, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 février 1996.

VIALAL INTERNATIONAL S.A.

Signatures

(08175/024/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

VIALAL INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 46.011.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de façon extraordinaire le 5 février 1996

Résolution

L'assemblée élit pour la période expirant à l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice au 31 décembre 1995 le conseil d'administration et le commissaire aux comptes suivants:

Conseil d'administration

- MM. Gustave Stoffel, directeur adjoint de banque, demeurant à Wecker, président du conseil d'administration;
 Pascal Wiscour-Contier, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur-délégué;
 Germain Birgen, fondé de pouvoir principal, demeurant à Luxembourg, administrateur;
 Gustavo Strassener, demeurant à Luxembourg, administrateur;
- Mme Maria Gabriella Attardi, fiscaliste, demeurant à Rome (Italie), administrateur.

Commissaire aux comptes

La COMPAGNIE FIDUCIAIRE, 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour extrait conforme
 VIALAL INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 1996, vol. 476, fol. 96, case 12. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08176/024/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

WELDAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 6, rue Zithe.

R. C. Luxembourg B 33.277.

DISSOLUTION

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente janvier.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme WELDAN S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au R.C. de Luxembourg sous le numéro B 33.277, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 22 février 1990, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, n° 333 du 19 septembre 1990, statuts modifiés suivant acte reçu par le même notaire le 26 novembre 1992, publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations 1993, page 5139.

L'assemblée est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Maître Albert Wildgen, avocat, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire, Mademoiselle Céline Bour, employée privée, demeurant à Thionville. L'assemblée choisit comme scrutateur, Maître Rina Breininger, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

- I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Rapport du commissaire à la liquidation;
2. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation;
3. Clôture de la liquidation;
4. Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans à partir de la clôture de la liquidation.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 24 janvier 1996, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire à la liquidation:

Madame Annette Eresch-Michels, demeurant 1, route de Peppange, Bettembourg.

Ces constatations faites et reconnues exactes par l'assemblée, celle-ci aborde son ordre du jour comme suit:

1. Rapport du commissaire à la liquidation

L'assemblée entend le rapport du commissaire à la liquidation sur l'examen des documents de la liquidation et sur la gestion du liquidateur.

2. Approbation des comptes, décharge au liquidateur et au commissaire

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve, à l'unanimité, les comptes de liquidation et donne par vote unanime décharge pleine et entière, sans réserves ni restrictions au liquidateur, Maître Albert Wildgen, de sa gestion de liquidateur de la société.

L'assemblée donne également décharge par vote unanime au commissaire à la liquidation pour l'exécution de son mandat.

3. Clôture de liquidation

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme WELDAN S.A. a cessé d'exister à partir de ce jour.

4. Maintien des documents sociaux

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de 5 ans à Luxembourg, 6, rue Zithe.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuels, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé. A. Wildgen, R. Breiningen, C. Bour, J. Delvaux.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} février 1996, vol. 822, fol. 33, case 5. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 21 février 1996.

J. Delvaux.

(08184/208/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

MERITE JEUNESSE BENELUX, LUXEMBOURG,
Etablissement d'utilité publique.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 1, rue de la Poste.

BILAN DE CLÔTURE AU 31 DECEMBRE 1993

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
Avoirs en banque	509.295	Dotation initiale	500.000
		Fonds social	9.295
	<u>509.295</u>		<u>509.295</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1993

<i>Débit</i>		<i>Crédit</i>	
Frais de promotion	71.438	Dons	100.000
Frais de gestion	20.000	Intérêts sur comptes bancaires	733
Résultat de l'exercice	9.295		
	<u>100.733</u>		<u>100.733</u>

BILAN DE CLÔTURE AU 31 DECEMBRE 1994

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
Avoirs en banque	793.038	Dotation initiale	500.000
Stock	12.612	Fonds social	305.650
	<u>805.650</u>		<u>805.650</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1994

<i>Débit</i>		<i>Crédit</i>	
Frais activités	43.409	Dons	380.000
Frais de promotion	28.336	Recettes activités	34.300
Frais de gestion	49.052	Intérêts sur comptes bancaires	2.852
Résultat de l'exercice	296.355		
	<u>417.152</u>		<u>417.152</u>

BILAN DE CLÔTURE AU 31 DECEMBRE 1995

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
Avoirs en banque	853.038	Dotation initiale	500.000
Stock	4.325	Fonds social	357.363
	<u>857.363</u>		<u>857.363</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1995

<i>Débit</i>		<i>Crédit</i>	
Frais activités	51.690	Dons	250.000
Frais de promotion	30.626	Recettes activités	21.550
Frais de gestion	152.171	Intérêts sur comptes bancaires	14.650
Résultat de l'exercice	51.713		
	<u>286.200</u>		<u>286.200</u>

L'établissement MERITE JEUNESSE BENELUX, LUXEMBOURG a été créé le 24 septembre 1993 par-devant Maître Reginald Neuman et reconnu d'utilité publique par arrêté grand-ducal du 4 octobre 1993. Il a été désigné à partir de l'année d'imposition 1994 comme organisme pouvant recevoir des libéralités déductibles dans le chef des donateurs à titre de dépenses spéciales dans les limites fixées à l'article 109, alinéa 1^{er}, numéro 3 de la loi concernant l'impôt sur le revenu et aux conditions prévues au règlement grand-ducal portant exécution de l'article 112, alinéa 3 de la même loi.

Le conseil d'administration

S.A.R. le Prince Guillaume, président, Luxembourg;
 Frantz Charles Muller, vice-président, Schrassig;
 Frank Engel, vice-président, Diekirch;
 Georges Hausemer, trésorier, Luxembourg;
 Stéphane Gilbert, secrétaire, Bridel;
 José Antonio Coimbra dos Matos, Luxembourg; José Frideres-Poos, Helmsange, Henri Schumacher, Luxembourg,
 Jacques Hansen, Luxembourg, administrateurs.

Vérificateur des comptes

Albert Schiltz, expert-comptable, Sandweiler.

Enregistré à Luxembourg, le 26 février 1996, vol. 476, fol. 86, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller

(08187/549/66) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 24, rue Dicks.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1995
(exprimé en francs luxembourgeois)

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
Actif immobilisé		Réserves	
Equipement de bureau	237.791	Réserve ordinaire	2.330.454
Portefeuille Actions	5.460		
	<u>243.251</u>		
Actif circulant		Dettes	
Avoirs en banque	2.777.766	Fournisseurs	1.408.793
Autres créances	535.209	PVC Work-group	300.000
	<u>3.312.975</u>	Autres dettes	230.682
			<u>1.939.475</u>
Comptes de régularisation	300.000	Compte de régularisation	78.500
Résultat de l'exercice	492.203		
Total Actif	<u>4.348.429</u>	Total Passif	<u>4.348.429</u>

AFFECTATION DU RESULTAT POUR L'EXERCICE 1995

Réserve ordinaire au 1 ^{er} janvier 1995	2.330.454
Résultat pour l'exercice 1995	— 492.203
Réserve ordinaire au 31 décembre 1995	<u>1.838.251</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE

DU 1^{ER} JANVIER 1995 AU 31 DECEMBRE 1995

(exprimé en francs luxembourgeois)

<i>Charges</i>		<i>Produits</i>	
Administration		Dons	<u>10.846.455</u>
Salaires	1.137.040		
Frais	<u>1.878.908</u>	Intérêts	<u>87.740</u>
	<u>3.015.948</u>		
Relations publiques			
Salaires	506.214		
Frais	<u>2.152.978</u>		
	<u>2.659.192</u>		
Campagnes			
Chimie			
Salaires	1.173.760		
Frais	<u>102.001</u>		
	<u>1.275.761</u>		
Atmosphère			
Salaires	557.849		
Frais	<u>350.476</u>		
	<u>908.325</u>		
Nucléaire			
Salaires	656.320		
Frais	<u>919.775</u>		
	<u>1.576.095</u>		
Education			
Salaires	557.869		
Frais	<u>406.764</u>		
	<u>964.633</u>		
Autres			
Salaires	656.020		
Frais	<u>370.424</u>		
	<u>1.026.444</u>		
Total Charges	<u>11.426.398</u>	Total Produits	<u>10.934.195</u>
		Perte pour l'exercice	<u>492.203</u>
	<u>11.426.398</u>		<u>11.426.398</u>

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 février 1996, vol. 302, fol. 32, case 11/2. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Rapport de la réunion du conseil d'administration de la FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG

Présents: Jean-Claude Guillaume, Carel Veissé, Wladimir Zalozieckyj,
Danielle Bisdorff (représentée par procuration).

Absent excusé: Peter Pueschel.

1. Bilan 1995

Le comité d'administration a approuvé le bilan de l'année 1995, ainsi que le compte de pertes et profits de l'exercice du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1995.

Le 26 février 1996.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 février 1996, vol. 302, fol. 32, case 11/1. — Reçu 500 francs.

BUDGET POUR L'EXERCICE 1996

(exprimé en francs luxembourgeois '000)

<i>Charges</i>		<i>Produits</i>	
Administration		Dons	<u>11.550</u>
Salaires	1.240		
Frais	<u>1.700</u>	Intérêts	<u>80</u>
	<u>2.940</u>		
Relations publiques			
Salaires	520		
Frais	<u>2.000</u>		
	<u>2.520</u>		

Campagnes		
Chimie		
Salaires	1.190	
Frais	150	
	<u>1.340</u>	
Atmosphère		
Salaires	570	
Frais	150	
	<u>720</u>	
Nucléaire		
Salaires	670	
Frais	150	
	<u>820</u>	
Education		
Salaires	570	
Frais	150	
	<u>720</u>	
Budget de Campagnes		
Non-alloué	1.450	
Autres		
Salaires	670	
Frais	450	
	<u>1.120</u>	
Total Charges	<u>11.630</u>	Total Produits <u>11.630</u>

Rapport de la réunion du conseil d'administration de la FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG

1. Conseil d'administration

Monsieur Cary Greisch, Madame Henriette Larbière et Madame Danille Petesch, les trois membres du conseil d'administration de la Fondation, élus par l'assemblée générale de l'association sans but lucratif GREENPEACE LUXEMBOURG lors de la réunion annuelle du 26 février 1996, ont coopté Monsieur Jean-Claude Guillaume et Monsieur Raymond Triebel comme membres du conseil d'administration.

2. Comité exécutif

Le conseil d'administration a désigné, à l'unanimité, le comité exécutif suivant:

Monsieur Roger Spautz;

Monsieur Pascal Husting.

3. Budget 1996

Le conseil d'administration a approuvé le budget pour l'année 1996.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 février 1996, vol. 302, fol. 32, case 11/3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Liste des membres de la FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG à la date du 27 février 1996

Conseil d'administration

<i>Nom / Profession / Domicile</i>	<i>Nationalité</i>	<i>Fonction</i>
Petesch Danielle institutrice 32, rue des Remparts L-4303 Esch-sur-Alzette	luxembourgeoise	Présidente
Guillaume Jean-Claude employé privé 33, route d'Esch L-4450 Belvaux	luxembourgeois	Vice-président
Larbière Henriette expéditionnaire à la Sécurité Sociale 5, rue Hansen L-7473 Schoenfels	luxembourgeoise	Secrétaire
Greisch Cary fonctionnaire communal 4, Kiischtwé L-5290 Neuhäusgen	luxembourgeois	Trésorier
Triebel Raymond Fonctionnaire P & T 25, rue Xavier Brasseur L-4040 Esch-sur-Alzette	luxembourgeois	

*Comité Exécutif**Nom / Profession / Domicile*

Roger Spautz

Employé privé

58, rue de Limpach

L-3932 Mondercange

Pascal Husting

Employé privé

31, rue Marie Adelaïde

L-2128 Luxembourg

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 28 février 1996, vol. 302, fol. 32, case 11/5. – Reçu 500 francs.

Nationalité

luxembourgeois

luxembourgeois

Le Receveur (signé): M. Ries.

(08185/000/172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

PARNUK S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.

R. C. Luxembourg B 35.817.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le sept février.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur François Winandy, diplômé EDHEC, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de la société anonyme holding PARNUK S.A.H., ayant son siège social à Luxembourg, 35, rue Glesener,

en vertu des pouvoirs lui conférés par décision du Conseil d'Administration, prise en sa réunion du 6 février 1996.

Un extrait du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signée ne varietur par le comparant et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

I) PARNUK S.A.H. a été constituée dans la forme d'une société anonyme par un acte reçu par-devant le notaire instrumentant en date du 14 décembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 226 du 29 mai 1991.

II) PARNUK S.A.H. a été constituée avec un capital souscrit de cinq millions de francs belges (BEF 5.000.000,-), représenté par cinq mille (5.000) actions, chacune d'une valeur nominale de mille francs belges (BEF 1.000,-) entièrement libérées.

III) L'article 5, alinéa 2 des statuts a fixé le capital autorisé de la société à cinquante millions de francs belges (BEF 50.000.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale de mille francs belges (BEF 1.000,-) chacune.

L'alinéa 3 du même article 5 des statuts de la société prévoit ce qui suit:

Le Conseil d'Administration est pendant une période de cinq ans, à partir de la publication du présent acte au Mémorial, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

IV) Dans la limite du capital autorisé, le Conseil d'Administration dans sa réunion du 6 février 1996, a décidé d'émettre quatre mille (4.000) actions nouvelles, entièrement libérées en espèces, d'une valeur nominale de mille francs belges (BEF 1.000,-) chacune,

et d'accepter la souscription de ces nouvelles actions par la société DEFINEX A.G., une société anonyme avec siège social à Vaduz (Liechtenstein),

moyennant une contribution en espèces de quatre millions de francs belges (BEF 4.000.000,-).

Monsieur François Winandy, actionnaire, ayant déclaré renoncer à son droit de souscription préférentiel, une copie de cette renonciation restera annexée aux présentes.

Le montant de quatre millions de francs belges (BEF 4.000.000,-) est à la disposition de la société, ce dont la preuve a été apportée au notaire que le constate.

V) A la suite de l'augmentation de capital, l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Version française:«**Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à neuf millions de francs belges (BEF 9.000.000,-), représenté par neuf mille (9.000) actions chacune d'une valeur nominale de mille francs belges (BEF 1.000,-) entièrement libérées.»**Version anglaise:**«**Art. 5.** The subscribed capital of the company is fixed at nine million Belgian francs (BEF 9,000,000.-), represented by nine thousand (9,000) shares of a par value of one thousand Belgian francs (BEF 1,000.-) each, fully paid in.»

Déclaration - Frais

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 32-1 de la loi coordonnée sur les sociétés que les conditions requises pour l'augmentation de capital, telles que contenues à l'article 26, ont été remplies.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de l'augmentation de capital qui précède, est évalué approximativement à la somme de 86.000,- LUF.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation en langue du pays données au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Winandy, J. Delvaux.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 9 février 1996, vol. 822, fol. 41, case 7. – Reçu 40.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 février 1996.

J. Delvaux.

(08128/208/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.

A LA CARTE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8063 Bertrange, 5, rue Spierzelt.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-seize, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Guy Goeres, ingénieur, demeurant à L-8063 Bertrange, 5, rue Spierzelt.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte des statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire des parts ci-après créées une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le commerce de vins, de cadeaux de fin d'année, de produits annexes, ainsi que le commerce de produits réfractaires et d'accessoires y relatifs.

D'une façon générale elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 3. La société prend la dénomination de A LA CARTE.

Art. 4. Le siège social est établi à Bertrange.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs luxembourgeois (1.000,- LUF) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Aussi longtemps que la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

Souscription et libération

Les cinq cents (500) parts sociales sont souscrites par l'associé unique Monsieur Guy Goeres, prénommé.

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de cinq cent mille francs luxembourgeois (500.000,- LUF) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Décision de l'associé unique

Ensuite l'associé unique a pris la décision suivante:

1. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

Monsieur Guy Goeres, ingénieur, demeurant à L-8063 Bertrange, 5, rue Spierzelt.

2. Le siège social est fixé à L-8063 Bertrange, 5, rue Spierzelt.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ quarante mille francs luxembourgeois (40.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Goeres, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 2 février 1996, vol. 89S, fol. 14, case 3. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 1996.

F. Baden.

(08190/200/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 1996.

TURBOFIN S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 39.987.

Avec effet au 1^{er} janvier 1996, les membres du conseil d'administration et le commissaire aux comptes ont démissionné des fonctions respectives qu'ils assumaient au sein de la société.

Avec effet au 1^{er} janvier 1996, la BANQUE COLBERT (LUXEMBOURG) S.A. dénonce le domicile de la société TURBOFIN S.A., 1A, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen, de sorte que cette dernière se trouve jusqu'à nouvel avis sans domicile connu.

Luxembourg-Strassen, le 16 février 1996.

Pour TURBOFIN S.A.

BANQUE COLBERT (LUXEMBOURG) S.A.

Agent domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 1996, vol. 476, fol. 92, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(08174/032/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 février 1996.